

**Secrétariat général
Service des ressources humaines
Sous-direction de la gestion des carrières et de la
rémunération**

**78, rue de Varenne
75349 PARIS 07 SP
0149554955**

Note de mobilité

SG/SRH/SDCAR/2023-77

02/02/2023

Date de mise en application : Immédiate

Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.

Cette instruction ne modifie aucune instruction.

Nombre d'annexes : 1

Objet : Appel à candidature : 19 postes au titre de la mobilité "deuxième cercle"

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Agence de Services et de Paiement :

- 1 poste de contrôleur.euse

Date limite de candidature : 02/03/2023

- 1 poste de contrôleur.euse

Date limite de candidature : 02/03/2023

- 1 poste de gestionnaire

Date limite de candidature : 02/03/2023

- 1 poste de chef.fe de projet

Date limite de candidature : 02/03/2023

Office Français de la biodiversité :

- 1 poste de technicien.ne informatique de proximité

Date limite de candidature : 25/02/2023

- 1 poste de chef.fe du service partenariats en recettes

Date limite de candidature : 01/03/2023

- 1 poste de chef.fe de service adjoint du service du permis de chasser

Date limite de candidature : 26/02/2023

- 1 poste de chef.fe de projet

Date limite de candidature : 26/02/2023

- 1 poste de chargé.e de mission carrière

Date limite de candidature : 01/03/2023

Représentation Permanente de la France auprès de l'Union Européenne:

- 1 poste de délégué.e pour les affaires agricoles européennes

Date limite de candidature : 23/02/2023

FranceAgriMer :

- 1 poste de chef.fe de service

Date limite de candidature : 28/02/2023

- 1 poste de chargé.e étude évaluation

Date limite de candidature : 23/02/2023

- 1 poste de chef.fe de service GPASV

Date limite de candidature : 16/02/2023

- 1 poste de chef.fe d'unité adjont.e du vignoble
Date limite de candidature : 16/02/2023

Institut Français du Cheval et de l'Équitation :

- 1 poste de responsable d'écurie Uzès
Date limite de candidature : 01/03/2023

- 1 poste de responsable application fonctionnelle
Date limite de candidature : 24/02/2023

Conservatoire du littoral :

- 1 poste de délégué.e littoral
Date limite de candidature : 26/02/2023

Agence Nationale Sécurité Sanitaire Alimentaire Nationale :

- 1 poste de technicien.ne animalier en production avicole
Date limite de candidature : 17/02/2023

- 1 poste de assistant.e administratif.ve
Date limite de candidature : 17/02/2023

- 1 poste de chef.fe de projet AMOA.
Date limite de candidature : 17/02/2023

Le sous-directeur de la gestion
des carrières et de la rémunération

Laurent BELLEGUIC

Contrôleur (H/F)



Direction régionale
Localisation : Nouvelle Aquitaine - site de
Limoges



Statut : Fonctionnaire



Cotation RIFSEEP : 2
Cotation Parcours Pro :



Niveau d'études : Catégorie B

DESCRIPTION DU POSTE



OBJECTIFS

Sous l'autorité hiérarchique du chef de service, de ses adjoints et sous l'autorité fonctionnelle des chefs de secteur, le ou la titulaire du poste sera chargé(e) de réaliser des contrôles dans les délais impartis par la réglementation et permettant le paiement des aides dès le 1er jour autorisé par la réglementation. Son secteur géographique de référence concerne les départements 19, 23, 24 et 87 mais il/elle peut être appelé(e) à intervenir dans d'autres départements. Il/elle dispose d'une large autonomie pour organiser de manière hebdomadaire son activité de contrôles, pour laquelle il/elle lui est délivré une formation théorique et de terrain. Un appui permanent, direct ou à distance est assuré par le service..



ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

L'Agence de services et de paiement est un organisme de paiement public dédié à la mise en place de politiques publiques, au service d'une société plus durable et plus solidaire.

Vous rejoindrez la Direction régionale Nouvelle Aquitaine, composée de 160 agents titulaires répartis sur les 3 sites de Bordeaux, Limoges et Poitiers, 7 services et 1 mission. Le service des contrôles Poitiers-Limoges

(30 agents permanents et des agents en CDD) est appelé à fusionner prochainement avec celui de Bordeaux (15 agents permanents) au sein d'un service unique «contrôles», chargé de la mise en œuvre du contrôle des demandes d'aides européennes liées aux surfaces (1^{er} pilier, mesures agro-environnementales et climatiques, Agriculture biologique...) et aux animaux.



MISSIONS

Réaliser des contrôles administratifs ou sur place dans le cadre de la politique agricole commune : 1er et 2e pilier de la PAC

- Contrôler les aides liées aux surfaces (3STR Systèmes de Suivi des Surfaces en Temps Réel, ICHN, MAEC/Bio, conditionnalité)
- Contrôler les aides aux animaux (bovins, ovins, caprins...)
- Contrôler les aides aux entreprises
- Préparer les dossiers avant contrôle sur le terrain (vérification

du périmètre de contrôle, etc...)

- Participer à la supervision et au traçage des suites de contrôles dans les applicatifs internes
- Participer à la supervision et au traçage des suites de contrôles dans les applicatifs internes
- Accompagner en doublon un contrôleur débutant lors de ses premières visites sur le terrain



CHAMP RELATIONNEL

- En interne : travail en équipe étroite avec les autres contrôleurs et avec les chefs de secteur (surfaces/animaux)
- En externe : les bénéficiaires, les services instructeurs en direction départementale des territoires, les autres partenaires institutionnels

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

- Connaissance de l'environnement et des techniques agricoles
- Connaissance des réglementations et des circulaires relatives aux fonctions exercées
- Connaissance des logiciels de gestion spécifiques
- Connaissance des outils graphiques
- Connaissance des principes de contrôles par -télédétection et maîtrise de la lecture des diagnostics
- Maîtrise de la méthodologie des contrôles
- Permis de conduire valide, nombreux déplacements



SAVOIR-FAIRE

- Maîtrise des dispositifs juridiques et réglementaires
- Qualités relationnelles
- Rigueur / fiabilité dans l'exécution des tâches
- Capacité à convaincre
- Capacité d'adaptation
- Faire preuve de polyvalence
- Diplomatie
- Sens de l'organisation
- Autonomie
- Maîtrise de soi
- Disponibilité horaire



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

Pour toute demande de renseignements sur le poste et le profil recherché, veuillez contacter :

- M. Jean-Louis MAYONNADE, Chef de service-jean-louis.mayonnade@asp-public.fr - Tél. : 07 64 45 06 35
- Mme Aurore CONSTANTIN, Cheffe adjointe Service Contrôles – aurore.constantin@asp-public.fr - Tél : 05 55 11 57 41
- Mme Véronique GELIS, Cheffe du Service des Affaires Générales – veronique.gelis@asp-public.fr -Tél : 05 55 11 57 08

Contrôleur (H/F)



Direction régionale
Localisation : Nouvelle Aquitaine - site de Poitiers



Statut : Fonctionnaire



Cotation RIFSEEP : 2
Cotation Parcours Pro :



Niveau d'études : Catégorie B

DESCRIPTION DU POSTE



OBJECTIFS

Sous l'autorité hiérarchique du chef de service, de ses adjoints et sous l'autorité fonctionnelle des chefs de secteur, le ou la titulaire du poste sera chargé(e) de réaliser des contrôles dans les délais impartis par la réglementation et permettant le paiement des aides dès le 1er jour autorisé par la réglementation. Son secteur géographique de référence concerne les départements 16, 17, 79 et 86 mais il/elle peut être appelé(e) à intervenir dans d'autres départements de Nouvelle-Aquitaine

Il/elle dispose d'une large autonomie pour organiser de manière hebdomadaire son activité de contrôles, pour laquelle il/elle lui est délivré une formation théorique et de terrain. Un appui permanent, direct ou à distance est assuré par le service.



ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

L'Agence de services et de paiement est un organisme de paiement public dédié à la mise en place de politiques publiques, au service d'une société plus durable et plus solidaire.

Vous rejoindrez la Direction régionale Nouvelle Aquitaine, composée de 160 agents titulaires répartis sur les 3 sites de Bordeaux, Limoges et Poitiers, 7 services et 1 mission. Le service des contrôles Poitiers-Limoges

(30 agents permanents et des agents en CDD) est appelé à fusionner prochainement avec celui de Bordeaux (15 agents permanents) au sein d'un service unique «contrôles», chargé de la mise en œuvre du contrôle des demandes d'aides européennes liées aux surfaces (1^{er} pilier, mesures agro-environnementales et climatiques, Agriculture biologique...) et aux animaux.



MISSIONS

Réaliser des contrôles administratifs ou sur place dans le cadre de la politique agricole commune : 1er et 2e pilier de la PAC

- Contrôler les aides liées aux surfaces (3STR Systèmes de Suivi des Surfaces en Temps Réel, ICHN, MAEC/Bio, conditionnalité)
- Contrôler les aides aux animaux (bovins, ovins, caprins...)
- Contrôler les aides entreprises
- Préparer les dossiers avant contrôle sur le terrain (vérification

du périmètre de contrôle, etc...)

- Participer à la supervision et au traçage des suites de contrôles dans les applicatifs internes
- Participer à la supervision et au traçage des suites de contrôles dans les applicatifs internes
- Accompagner en doublon un contrôleur débutant lors de ses premières visites sur le terrain



CHAMP RELATIONNEL

- En interne : travail en équipe étroite avec les autres contrôleurs et avec les chefs de secteur (surfaces/animaux)
- En externe : les bénéficiaires, les services instructeurs en direction départementale des territoires, les autres partenaires institutionnels

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

- Connaissance de l'environnement et des techniques agricoles
- Connaissance des réglementations et des circulaires relatives aux fonctions exercées
- Connaissance des logiciels de gestion spécifiques
- Connaissance des outils graphiques
- Connaissance des principes de contrôles par -télédétection et maîtrise de la lecture des diagnostics
- Maîtrise de la méthodologie des contrôles
- Permis de conduire valide, nombreux déplacements



SAVOIR-FAIRE

- Maîtrise des dispositifs juridiques et réglementaires
- Qualités relationnelles
- Rigueur / fiabilité dans l'exécution des tâches
- Capacité à convaincre
- Capacité d'adaptation
- Faire preuve de polyvalence
- Diplomatie
- Sens de l'organisation
- Autonomie
- Maîtrise de soi
- Disponibilité horaire



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

Pour toute demande de renseignements sur le poste et le profil recherché, veuillez contacter :

- M. Jean-Louis MAYONNADE, Chef de service-jean-louis.mayonnade@asp-public.fr - Tél. : 07 64 45 06 35
- Mme Aurore CONSTANTIN, Cheffe adjointe Service Contrôle – aurore.constantin@asp-public.fr - Tél : 05 55 11 57 41
- Mme Véronique GELIS, Cheffe du Service des Affaires Générales – veronique.gelis@asp-public.fr -Tél : 05 55 11 57 08

Gestionnaire administratif contrôle (H/F)



Direction régionale
Localisation : Nouvelle Aquitaine - site de
Bordeaux



Statut : Fonctionnaire



Cotation RIFSEEP : 3
Cotation Parcours Pro :



Niveau d'études : Catégorie B

DESCRIPTION DU POSTE



OBJECTIFS

Sous l'autorité du chef du service des contrôles, le ou la titulaire du poste assure un ensemble de tâches administratives nécessaire à la réalisation des différentes campagnes de contrôle SIGC (contrôle animaux/surface/MAEC-Bio).



ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

L'Agence de services et de paiement est un organisme de paiement public dédié à la mise en place de politiques publiques, au service d'une société plus durable et plus solidaire. Vous rejoindrez la Direction régionale Nouvelle Aquitaine, composée de 160 agents titulaires répartis sur les 3 sites de Bordeaux, Limoges et Poitiers, 7 services et 1 mission. Le service des contrôles du site de Bordeaux est composé d'une quinzaine d'agents permanents ainsi que des agents CDD.

Il est chargé de la mise en œuvre du contrôle des demandes d'aides européennes liées aux surfaces (1^{er} pilier, mesures agro-environnementales et climatiques, Agriculture biologique...) et aux animaux.

Le service de Bordeaux travaille en réseau avec le service bi-site Limoges/Poitiers lequel réalise des missions analogues. Les 2 services sont appelés à fusionner prochainement au sein d'un service unique assurance récolte.



MISSIONS

- Assurer la préparation des dossiers à affecter aux contrôleurs, enregistrer certaines phases de contrôle dans différents outils (ISIS, PACO /tableurs).
- Assurer la saisie des résultats dans les outils de gestion métier (Paco, Isis), procéder à la validation des dossiers à leur renvoi en DDT, et leur archivage physique ou informatique.
- Participer ponctuellement à la supervision des contrôles
- Participer aux contrôles administratifs du dispositif
- Renseigner, actualiser, suivre et faire évoluer les différents outils de pilotage, et bases de données
- Assurer la gestion du courrier et du standard téléphonique du service (réponse de premier niveau aux exploitants suite à des contrôles...)
- En lien avec le Service des Affaires Générales de la DR, assurer la gestion des fournitures de bureau et des équipements des contrôleurs



CHAMP RELATIONNEL

- En interne : Ensemble des agents du service, le Service des Affaires Générales , Directions métiers nationales
- En externe : les directions métiers nationales, les DDT/M et exploitants agricoles

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

- Connaissance de l'environnement de l'ASP
- Connaissance générale de la PAC
- Connaissance des logiciels de gestion spécifiques et de bureautique (Word, Excel...)



SAVOIR-FAIRE

- Organisation, rigueur d'analyse
- Rapidité et efficacité dans les réalisations des tâches confiées
- Sens de la qualité de service
- Sens des relations humaines
- Adaptabilité à des outils de gestion informatique spécifique



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

Pour toute demande de renseignements sur le poste et le profil recherché, veuillez contacter :

- Mme Véronique GELIS, Cheffe du Service des Affaires Générales – veronique.gelis@asp-public.fr - Tél : 05 55 11 57 08
- Mme Sylvie MIROIR, Cheffe adjointe Service Contrôles – sylvie.miroir@asp-public.fr - Tél : 05 56 48 90 12

DNSI

Chef de projet

**Service Exploitation
& DevOps**

(H/F) L09261



Localisation : Limoges



Statut : Fonctionnaire Catégorie A



Cotation RIFSEEP : 2
Cotation Parcours Pro :



Niveau d'études : Bac + 3 minimum

DESCRIPTION DU POSTE



OBJECTIFS

En tant que Chef de projet informatique, vous coordonnerez l'exploitation et la supervision des applications Web et vous assurerez de l'allocation des moyens humains et techniques pour respecter les niveaux de services du périmètre applicatif concerné.
Vous serez responsable de la consolidation des plannings, du suivi

du plan de charge, de la gestion de la polyvalence de l'équipe et des indicateurs de pilotage.
Vous coordonnerez et organiserez les différentes interventions en assurant la communication vis-à-vis des interlocuteurs internes et externes.



ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

Vous rejoindrez la Direction du numérique et des systèmes d'information (DNSI). Elle a en charge la construction, l'administration, l'exploitation et le maintien en condition opérationnelle du système d'information de l'ASP. Cette direction accompagne la transformation digitale de l'ASP (dématérialisation, agilité, DevOps, API, mobilité, data science, cloud, cybersécurité).

Vous intégrerez l'usine de fabrication et de maintien en condition opérationnelle des produits. Découpée en lignes de produits par domaines d'aides et en une Usine Logicielle, en étroite relation avec les directions métiers, elle s'appuie sur les expertises techniques de la sous-direction des Chapitres (infra, architectures, urbanisation, cyber, etc.).



MISSIONS

EXPLOITATION ET SUPERVISION DES APPLICATIONS WEB INTERNES ET EXTERNES

- Supervision du niveau de service
- Organisation et coordination des interventions techniques
- Supervision et reprise du traitement suite incident
- Administration des applications
- Prise en compte des changements (nouvelles applications ou évolutions)
- Gestion des changements et incidents
- Implication dans l'évolution de l'infrastructure en coordination avec les autres pôles du service et les autres services de la DNSI
- Pilotage et suivi de l'infogérance
- Promouvoir la mise en place de procédures au sein du service
- Conception et mise en œuvre de la supervision d'exploitation
- Préparation, mise en place et suivi des politiques de sauvegarde liées à la PSSI
- Définition des outils et la politique d'ordonnancement
- Suivi de la documentation et préparation des audits (ISO 27000)
- Gestion de l'éditique de masse et des tirs de performance
- Concevoir et mettre en place des indicateurs au niveau du service

ANIMATION ET COORDINATION DU PÔLE « exploitation applicative »

- Animation de l'équipe
- Piloter l'activité, élaborer les tableaux de bord et effectuer le reporting des actions
- Assister le chef de service
- Animer les réunions et participer aux différents comités de pilotages
- Suivre l'exécution budgétaire du pôle et sa mise à jour trimestrielle
- Rédaction et suivi des marchés liés au pôle
- Communication auprès des utilisateurs



CHAMP RELATIONNEL

Vous travaillerez en étroite collaboration avec :

- Les différentes unités de travail,
- Les directions régionales de l'agence,
- Le siège avec les directions métiers/support,
- Les partenaires externes intervenant sur les différents projets de la direction

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

- Méthodes Agiles
- Maîtrise de la supervision informatique (méthodes, outils)
- Connaissance des bases de données (no-SQL, SQL)
- Automatisation des processus
- Data visualisation



SAVOIR-FAIRE

- Capacité d'écoute
- Gestion multitâches et des priorités
- Gestion de crise
- Capacité rédactionnelle et reporting
- Capacité de synthèse
- Capacité d'organisation et de pilotage
- Management



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à :

Patricia BELHADJ

Tél : 05 55 12 00 36
mobilite@asp-public.fr

Conseillère Mobilité Carrière
DRH - SEEC

Sandrine NARAIN

Tél : 05 55 12 02 59
sandrine.narain@asp-public.fr

Chargée d'action RH
DNSI - SAFRH



(<https://ofb.gouv.fr>)

Technicien informatique de proximité H/F

Référence : 2023/1190

Affectation : Direction des systèmes d'information

Catégorie : B

Résidence administrative : Toulouse (31)

Statut du poste : Vacant

Date limite de candidature : 25/02/2023

Information générale

Positionnement hiérarchique : Sous l'autorité du chef de service Relation utilisateurs et de son adjoint

Conditions d'emploi : Emploi permanent à pourvoir soit par un fonctionnaire (détachement ou PNA) ou un agent déjà en CDI de droit public (portabilité envisageable) ; soit en CDD de 3 ans (rémunération selon expérience professionnelle comprise entre 2 110 € et 2 876 € brut par mois).

Durée minimale attendue sur le poste : 3 ans

L'Office français de la biodiversité (OFB) est né le 1er janvier 2020. Ce nouvel établissement public, placé sous la tutelle des ministres chargés de l'environnement et de l'agriculture, a été créé pour protéger et restaurer la biodiversité. Il intègre les missions, les périmètres d'intervention et les 3 000 agents de l'Agence française pour la biodiversité (AFB) et de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS).

Il contribue, s'agissant des milieux terrestres, aquatiques et marins, à la surveillance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité, ainsi qu'à la gestion équilibrée et durable de l'eau en coordination avec la politique nationale de lutte contre le réchauffement climatique (loi n°2019-773 du 24 juillet).

Pour remplir ses missions, l'Office s'appuie sur les 3 000 agents qui composent des équipes pluridisciplinaires (inspecteurs de l'environnement, ingénieurs, vétérinaires, techniciens, personnels administratifs, etc.) réparties sur tout le territoire national. Il est organisé de façon matricielle pour prendre en compte tous les milieux, en transversalité, selon une articulation à trois niveaux :

- une échelle nationale où se définissent et se pilotent la politique et la stratégie de l'OFB (directions et délégations nationales) ;
- une échelle régionale où s'exercent la coordination et la déclinaison territoriale (directions régionales) ;
- des échelons départementaux et locaux, de mise en œuvre opérationnelle et spécifique (services départementaux, antennes de façade, parcs naturels marins, etc.).

La direction des systèmes d'information compte environ 50 agents, pour 3 000 postes utilisateurs et un budget de plus de 10 M€. Elle est pilotée par un directeur secondé par un directeur adjoint. La direction est composée de 4 services :

- Le service Pilotage et Coordination :

Ce service a en charge l'ensemble des actes administratifs en lien avec la direction des ressources humaines et la direction Financières, il porte l'exécution budgétaire et la programmation des dépenses SI de l'OFB. Il assure la mise en place d'indicateurs de pilotage et le rapportage des activités de la DSI. Il participe à la rédaction et au suivi des contrats et marchés de la DSI.

- Le service Infrastructure :

Ce service assure la cohérence et la sécurité des infrastructures du SI, maintient en conditions opérationnelles l'ensemble des éléments, réseau et télécommunications collectifs de l'OFB ainsi que des établissements rattachés. Il doit veiller à la qualité du service rendu aux utilisateurs dans un souci de productivité, de maîtrise des coûts, de respect des délais et de sécurité.

- Le service Projets, Etudes et Développements :

Ce service est en charge de l'ensemble du portefeuille applicatif de l'OFB et de la stratégie applicative des systèmes d'information de l'OFB dans le respect et la cohérence avec la stratégie définie par la direction des systèmes d'information. Il assure un rôle de copilotage avec l'ensemble des directions tout au long du cycle de vie d'une application.

- Le service Relation Utilisateurs :

Ce service est l'interface de proximité privilégiée de l'ensemble des utilisateurs répartis sur le territoire, à ce titre il garantit l'homogénéité du parc matériels, logiciels, des configurations et de l'architecture d'annuaire dont il assure la gestion locale dans le respect des règles définies par l'ensemble de la direction SI.

Mission

- Interface de proximité privilégiée de l'ensemble des utilisateurs OFB présents sur son périmètre géographique (environ 200 utilisateurs répartis sur plusieurs départements).
- Assure l'homogénéité du parc matériels, logiciels, des configurations et de l'architecture d'annuaire
- Assure le support et l'assistance de proximité des utilisateurs,
- Accompagne le changement par le tutorat et l'assistance d'une part et la remontée des difficultés et des besoins de « terrain » d'autre part.
- Participe aux choix des solutions techniques dédiées aux postes de travail (équipements, outils communs tels que la bureautique...).
- Sensibilise les utilisateurs lors du déploiement des dispositifs techniques individuels et du maintien en condition opérationnelle du SI, dont la sécurité.
- Interlocuteur privilégié de la direction régionale sur les sujets SI.

Activités principales

- Dote, les agents, d'équipements informatiques individuels adaptés à leurs missions et en cohérence avec les directives nationales
- Prépare les visites annuelles des sites relevant de son périmètre d'intervention (2 à 3 visites par an et par site)
- Gère le parc matériel et logiciel localement en respectant les règles définies par le gestionnaire de de parc.
- Utilise et renseigne l'outil de gestion des demandes et des incidents
- Gère les configurations et les déploiements des matériels.
- Installe, gère et administre les serveurs locaux.
- Veille à l'enrôlement des configurations sur la plateforme MDM (Smartphones, tablettes...).
- Assure la maintenance préventive et prédictive des outils
- Participe à la gestion de l'annuaire et garanti son homogénéité, lors de la création des comptes.
- Garanti la sécurité des équipements informatiques individuels.
- Participe à la rédaction des guides, notices d'utilisation, procédures.
- Suit l'ensemble des équipements réseau, des serveurs et des applications.
- Assiste les services lors des déménagements.
- Participe aux projets informatiques de la DSI.
- Participe à l'assistance et à la résolution des incidents des équipements collectifs (copieurs, visioconférence).
- Assiste les utilisateurs (tutorats et/ou transferts de compétence).
- Accompagne le changement localement lors de mise en place de nouveaux outils (matériels ou logiciels).
- Sensibilise les utilisateurs à la sécurité.
- Intervient ponctuellement dans les implantations qui lui sont attribuées, pour la maintenance du réseau, du matériel et des dépannages.
- Assure le lien avec les équipes infrastructures.
- Travaille avec les équipes projets.
- Assure l'interface avec les utilisateurs de l'OFB.

Relations liées au poste

Relations internes :

- Relations avec l'ensemble des équipes de la DSI et l'ensemble du personnel OFB.

Relations externes :

- - Relations avec des prestataires.
-

Profil recherché

Fonctionnaire de catégorie B ou contractuel détenteur d'un diplôme de niveau bac minimum (idéalement dans le domaine de l'informatique).

Au moins 3 années d'expérience professionnelle.

Compétences et qualités requises

Connaissances :

- Connaissance des principaux services DNS, DHCP, Active Directory des serveurs Microsoft 2008 R2/2012 et Windows 7/10.
- Connaissance des méthodes de déploiement de masters : création et modification des images Windows personnalisées.
- Connaissances solides sur les systèmes d'exploitation des PC, Tablettes, Smartphones et de l'architecture physique des PC.
- Connaissance des outils Bureautique.
- Connaissance au niveau télécommunication.

Savoir-faire opérationnel :

- Rédiger des documents techniques, de synthèse et de vulgarisation.
- Conseiller les utilisateurs.
- Faire preuve de pédagogie, de persuasion, de rigueur et de méthode.
- S'organiser dans son travail et prioriser les actions.
- Travailler en équipe et avec des prestataires.

Savoir-être professionnel :

- Rigueur et capacité d'organisation, d'analyse et de synthèse
- Sens du service utilisateur
- Qualité de communication pédagogique
- Qualité d'écoute, d'empathie et de créativité

- Adaptabilité et flexibilité.
-

Conditions d'exercice / sujétions particulières

- Poste nécessitant des déplacements : Déplacements dans les départements dont le (la) technicien(ne) a la charge, voir au niveau national.
-

Dépôt de candidature

Pour déposer une candidature, les documents suivants vous seront demandés :

- CV
 - Lettre de motivation
 - Pour les fonctionnaires uniquement : dernier arrêté de situation administrative
 - Pour les non titulaires : diplôme le plus élevé obtenu
-

POSTULER ([HTTPS://OFB.GESTMAX.FR/APPLY/1190/1/TECHNICIEN-INFORMATIQUE-DE-PROXIMITE-H-F](https://ofb.gestmax.fr/apply/1190/1/technicien-informatique-de-proximite-h-f))



(<https://ofb.gouv.fr>)

Chef du Service partenariats en recettes H/F

Référence : 2023/1193

Affectation : Direction de la stratégie d'intervention financière et du contrôle de gestion

Catégorie : A

Résidence administrative : Auffargis (78)

Statut du poste : Vacant

Date limite de candidature : 01/02/2023

Information générale

Positionnement hiérarchique : Sous l'autorité du Directeur de la stratégie d'intervention financière et du contrôle de gestion

Conditions d'emploi : Emploi permanent à pourvoir soit par un fonctionnaire (détachement ou PNA) ou un agent déjà en CDI de droit public (portabilité envisageable) ; soit en CDD de 3 ans (Rémunération selon expérience professionnelle.)

Durée minimale attendue sur le poste : 3 ans

L'Office français de la biodiversité (OFB) est né le 1er janvier 2020. Ce nouvel établissement public, placé sous la tutelle des ministres chargés de l'environnement et de l'agriculture, a été créé pour protéger et restaurer la biodiversité. Il intègre les missions, les périmètres d'intervention et les 3 000 agents de l'Agence française pour la biodiversité (AFB) et de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS).

Il contribue, s'agissant des milieux terrestres, aquatiques et marins, à la surveillance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité, ainsi qu'à la gestion équilibrée et durable de l'eau en coordination avec la politique nationale de lutte contre le réchauffement climatique (loi n°2019-773 du 24 juillet).

Pour remplir ses missions, l'Office s'appuie sur les 3 000 agents qui composent des équipes pluridisciplinaires (inspecteurs de l'environnement, ingénieurs, vétérinaires, techniciens, personnels administratifs, etc.) réparties sur tout le territoire national. Il est organisé de façon matricielle pour prendre en compte tous les milieux, en transversalité, selon une articulation à trois niveaux :

- une échelle nationale où se définissent et se pilotent la politique et la stratégie de l'OFB (directions et délégations nationales) ;
- une échelle régionale où s'exercent la coordination et la déclinaison territoriale (directions régionales) ;
- des échelons départementaux et locaux, de mise en œuvre opérationnelle et spécifique (services départementaux, antennes de façade, parcs naturels marins, etc.).

Au sein de la Direction générale déléguée aux ressources, la **direction de la stratégie d'intervention financière et du contrôle de gestion (DSIF)** a pour mission d'élaborer une stratégie globale d'interventions en dépenses et en recettes et d'optimiser l'utilisation de l'enveloppe financière dédiée à cette politique.

Elle est garante de la vue d'ensemble sur ce domaine. À ce titre, elle coordonne l'ensemble de la chaîne de décision relative aux interventions, en lien avec les directions métiers et les directions administratives concernées, afin de pouvoir en rendre compte aux instances de gouvernance et de pilotage de l'OFB.

Mission

Au sein de la DSIF, le Service partenariats en recettes a en charge la coordination, la synthèse et le suivi de la mise en œuvre financière des recettes sollicitées et reçues par l'OFB pour contribuer au financement des projets que l'établissement mène pour répondre à ses missions de protection et de reconquête de la biodiversité, de connaissance et de préservation des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Les financements émanent notamment de l'Union européenne, des collectivités territoriales, des établissements publics.

Le portefeuille des partenariats pluriannuels en recettes gérés par le Service s'élève à **35 M€**, avec notamment des projets européens en cours ou en projet très significatifs (programmes Life).

L'activité du Service s'inscrit dans la **stratégie de développement des ressources externes de l'OFB**.

Le Service partenariats en recettes pilote l'élaboration des documents de cadrage des partenariats en recettes et appuie les directions pour le montage des partenariats, notamment sur les aspects juridiques, contractuels, budgétaires et financiers. Il contribue à l'exécution financière des projets financés par des conventions de recettes et en assure la synthèse. Il veille au juste emploi des crédits obtenus auprès des partenaires externes et anime un dialogue de gestion régulier avec les directions métiers chargées de la mise en œuvre technique de ces partenariats. Il coordonne les contrôles externes sur place et sur pièces potentiellement diligentés par les financeurs.

Il est chargé de centraliser les données budgétaires et comptables liées à ces partenariats ayant une incidence sur le budget de l'établissement.

Sous l'autorité du directeur de la DSIF, le **chef du Service partenariats en recettes** a spécifiquement en charge :

- Le **suivi des programmes de subventions des différents bailleurs de fonds** (fonds européens; Etat ; établissements publics ; collectivités territoriales) et des mécènes privés.
- La **conception et la mise en œuvre de la stratégie de ressources externes de l'OFB**, en lien avec les autres directions de l'OFB;
- L'animation du **dialogue de gestion sur les recettes avec les directions de l'OFB**.

Le Service partenariats en recettes est composé de **cinq agents**, chacun chargé d'un portefeuille sectoriel, dont un chef de service et un adjoint. Il est localisé à **Saint-Benoist**, commune d'Auffargis, à proximité de Rambouillet dans les Yvelines (78).

Activités principales

Vous serez chargé de la coordination, la synthèse et le suivi de la mise en œuvre financière des recettes sollicités et reçues par l'OFB pour contribuer au financement des projets :

- Validation de l'ensemble des dossiers de demande de financements liés aux recettes sur projet ;
- Validation de l'ensemble des conventions de recettes ;
- Organisation et supervision du suivi et de la gestion des conventions de recettes;
- Gestion administrative et budgétaire des partenariats en recettes;
- Mise en œuvre d'un dialogue de gestion avec les services métiers;
- Validation des relevés de dépenses justifiant de l'utilisation des fonds auprès des financeurs;

Vous serez chargé de contribuer à l'élaboration d'une stratégie de développement des ressources externes de l'OFB :

- Veille juridique et technique;
- Contribution à l'élaboration de la stratégie de recettes externes de l'OFB;
- Élaboration de la doctrine interne (cadre, animation, contrôle interne);
- Élaboration des documents types (modèles de conventions, instructions, notes, outil de gestion...) ;

Vous serez chargé de l'animation du service Partenariats en recettes :

- Animation managériale du service ;
- Suivi de l'activité en fonction des objectifs fixés et évaluation des résultats (notamment par la contribution aux différents bilans annuels et infra-annuels).

Relations liées au poste

Relations internes :

- Relations avec les directions métiers chargées de la mise en œuvre du projet bénéficiant du financement, notamment avec leurs pôles/services administratifs et financiers;
- Expertise, appui et conseil apportés à l'ensemble des agents et directions de l'OFB dans le cadre du montage, de l'exécution et du bilan des projets financés par des partenariats en recettes ;

- Relations avec le Service partenariats en dépenses de la DSIF;
- Relations avec les services de la Direction des ressources humaines, de la Direction des finances, de la Direction des relations européennes et internationales, ainsi qu'avec l'Agent comptable et les services du Contrôleur budgétaire;

Relations externes :

- Relations avec l'ensemble des partenaires publics, européens, associatifs en lien avec les dossiers de partenariats en recettes.
- Préparation et participation aux audits diligentés par les partenaires financiers et plus particulièrement l'Union européenne. Travail réalisé en collaboration avec les services métiers.

Profil recherché

Fonctionnaire de catégorie A ou contractuel détenteur d'un diplôme de niveau Bac+5 (master 2).

Compétences et qualités requises

Connaissances :

- Bonne connaissance des procédures de montage des dossiers, de la collecte des fonds et de la gestion des subventions ;
- Connaissance des cadres stratégiques et réglementaires des fonds et programmes européens
- Solides connaissances en gestion budgétaire et comptable publique ;
- Maîtrise des principes et modes de fonctionnement budgétaire et comptable d'un établissement public ;
- Expertise juridique ;
- Connaissance et capacités d'appropriation du contexte et de l'environnement professionnel (missions et politiques de l'établissement) ;

La connaissance et une expérience réussie (dans les services de l'État, en établissement public ou en collectivité territoriale) en matière de développement et de mise en œuvre d'une stratégie de développement des recettes externes et/ou en matière de responsabilité du pilotage de la gestion de projets, notamment européens, est un plus recherché.

Savoir-faire opérationnel :

- Savoir manager une équipe en ayant une capacité d'analyse et d'évaluation ;
- Savoir fixer des objectifs, déléguer et mettre en place des dispositifs d'évaluation, de régulation et de contrôle ;
- Faire preuve de rigueur, de logique, d'organisation et de fiabilité ;
- Être en capacité de former des collaborateurs ;
- Forte capacité à travailler en équipe et en réseau, tant en interne et qu'en externe.
- Être à l'aise dans les expressions écrites et orales ;

Savoir-être professionnel :

- Aisance dans la compréhension des programmes de financement ;
- Savoir agir en coordination avec de nombreux acteurs et notamment avec les co-financeurs ;
- Très bonnes qualités relationnelles, savoir être à l'écoute, partager et communiquer ;
- Autonomie et sens du reporting, de l'analyse et de la synthèse ;
- Discrétion professionnelle.

Conditions d'exercice / sujétions particulières

- Déplacements réguliers sur le site de Vincennes et possible dans les directions régionales de l'établissement.
- Durée attendue sur le poste : 3 ans
- Organisation du travail incluant du télétravail possible.

Dépôt de candidature

Pour déposer une candidature, les documents suivants vous seront demandés :

- CV
 - Lettre de motivation
 - Pour les fonctionnaires uniquement : dernier arrêté de situation administrative
 - Pour les non titulaires : diplôme le plus élevé obtenu
-

OSTULER (HTTPS://OFB.GESTMAX.FR/APPLY/1193/1/CHEF-DU-SERVICE-PARTENARIATS-EN-RECETTES-H-F)



(<https://ofb.gouv.fr>)

Chef de service adjoint du service du permis de chasser H/F

Référence : 2022/772

Affectation : Direction de la police et du permis de chasser

Catégorie : A

Résidence administrative : Auffargis (78)

Statut du poste : Vacant

Poste à pourvoir le : 01/04/2023

Date limite de candidature : 26/02/2023

Information générale

Positionnement hiérarchique : Sous l'autorité du chef de service du permis de chasser

Conditions d'emploi : Emploi permanent à pourvoir soit par un fonctionnaire (détachement ou PNA) ou un agent déjà en CDI de droit public (portabilité envisageable) ; soit en CDD de 3 ans (Rémunération : à partir de 2 347 € brut par mois selon expérience professionnelle.)

Durée minimale attendue sur le poste : 3 ans

Groupe RIFSEEP : Catégorie A : à définir selon le corps / Si candidat(e) interne de catégorie B : Groupe 1.

L'Office français de la biodiversité (OFB) est né le 1er janvier 2020. Ce nouvel établissement public, placé sous la tutelle des ministres chargés de l'environnement et de l'agriculture, a été créé pour protéger et restaurer la biodiversité. Il intègre les missions, les périmètres d'intervention et les 3 000 agents de l'Agence française pour la biodiversité (AFB) et de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS).

Il contribue, s'agissant des milieux terrestres, aquatiques et marins, à la surveillance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité, ainsi qu'à la gestion équilibrée et durable de l'eau en coordination avec la politique nationale de lutte contre le réchauffement climatique (loi n°2019-773 du 24 juillet).

Pour remplir ses missions, l'Office s'appuie sur les 3 000 agents qui composent des équipes pluridisciplinaires (inspecteurs de l'environnement, ingénieurs, vétérinaires, techniciens, personnels administratifs, etc.) réparties sur tout le territoire national. Il est organisé de façon matricielle pour prendre en compte tous les milieux, en transversalité, selon une articulation à trois niveaux :

- une échelle nationale où se définissent et se pilotent la politique et la stratégie de l'OFB (directions et délégations nationales) ;
- une échelle régionale où s'exercent la coordination et la déclinaison territoriale (directions régionales) ;
- des échelons départementaux et locaux, de mise en œuvre opérationnelle et spécifique (services départementaux, antennes de façade, parcs naturels marins, etc.).

Parmi ces missions figure, pour le compte de l'Etat, celle de l'organisation du permis de chasser et la délivrance du permis de chasser. Le permis de chasser est un titre permanent, au même titre que le permis de conduire, fabriqué par l'Imprimerie nationale.

Il est délivré aux lauréats d'un examen organisé par l'OFB en partenariat avec les fédérations départementales de chasseurs (FDC) qui forment les candidats.

Rattachée à la Direction de la police et du permis de chasser, le service du permis de chasser est en charge de l'ensemble des activités administratives liées à l'organisation du permis de chasser et à la délivrance du permis de chasser, qu'il s'agisse de la validation de l'inscription des candidats, de l'organisation des plannings des inspecteurs du permis de chasser (IPC) pour les sessions d'examens théoriques et pratiques, des commandes à l'Imprimerie nationale pour la fabrication des titres et des duplicatas, ou encore des suites à donner aux mesures administratives et judiciaires liées au permis de chasser, etc.

Mission

En appui au chef du service du permis de chasser, et notamment en cas d'absence de ce dernier, :

- Pilotage, encadrement de l'activité de l'unité administrative du permis de chasser (UPC) et des 04 brigades d'inspecteurs du permis de chasser
- Supervision et animation nationale de toutes les missions relatives à l'examen du permis de chasser
- Préparation et mise en œuvre du budget du Service du Permis de Chasser
- Contrôle et gestion de l'activité des personnels rattachés au service (tenue à jour des outils de gestion : GEACO, FDD, Virtualia...)
- Suivi et mises en œuvre des suspensions administratives et des mesures judiciaires liées au permis de chasser

Activités principales

Référent de l'unité du permis de chasser :

1. Examen et production du titre du permis de chasser :

- Gérer la relation avec l'utilisateur ;
- Veiller à la bonne inscription des candidats ;
- Programmer les sessions d'examen en lien avec les FDC et avec les IPC ;
- Veiller à la bonne mise en œuvre des procédures de vérifications spécifiques ;
- Assurer les relations avec l'Imprimerie nationale

2. Management de l'UPC (équipe d'une douzaine d'agents) :

- Assurer la gestion RH de l'unité (organisation du travail, congés, formations, etc.) ;
- Définir, formaliser et mettre en œuvre les procédures internes ;
- Renforcer l'équipe en tant que de besoin (en cas de pics d'activité, d'absence d'agents, etc.) ;
- Veiller à une bonne articulation avec les IPC (une trentaine d'agents) ;

3. Suivi de projets :

- Être le chef de projet pour le développement et déploiement du nouveau logiciel informatique de gestion des candidats en lien avec les FDC ;
- Mettre en œuvre une démarche qualité.

4. Être l'interlocuteur privilégié des FDC, de la fédération nationale des chasseurs (FNC) pour l'organisation des

examens et pour l'ensemble des questions liées à la gestion administrative du permis de chasser ;

Activités spécifiques

En appui au chef du service du permis de chasser :

- Encadre, coordonne et contrôle l'activité de l'ensemble des inspecteurs du permis de chasser en s'appuyant sur les 4 chefs de brigades, ainsi que l'activité de l'unité du permis de chasser et assurer l'interface
- En lien avec le chef du Service Opérations et Soutien (SOS), suivi de l'appui et renforts des agents BMI spécifiquement formés
- Dans le cadre de l'équité de traitement et d'évaluation des candidats : formation, contrôle des connaissances des IPC sur les règles de sécurité.
- Veille à assurer une continuité dans le service et organise les examens du permis de chasser dans des délais raisonnables et veille aux bonnes relations entre IPC et FDC
- Suit et veille à la régularité des épreuves
- Réalise les enquêtes statistiques liées à la fonction, en coordination avec les autres services.
- Agrée et contrôle la conformité des centres d'examens et suivre leur évolution.
- Définit et suit les besoins logistiques, matériels liés à l'examen du permis de chasser
- Assure l'interface entre l'établissement et le monde cynégétique sur le sujet du permis de chasser, notamment la fédération nationale des chasseurs et les Fédérations Départementales des Chasseurs (politique de l'établissement, retour d'expérience de terrain...)

- Contribue à la mise en œuvre de la stratégie de communication dans le domaine du permis de chasser
 - Engage en lien avec le chargé de mission « usagers et ruralité », les inspecteurs du permis de chasser dans le réseau sécurité à la chasse
 - Bâtit en lien avec le service formation et assure les actions de formation en interne et en externe relatives à l'activité cynégétique et la réglementation des usages de la chasse.
-

Relations liées au poste

Relations internes :

- Autres services de la DPPC
- Direction de la Communication
- Service Formation de la DRH
- Direction de l'informatique
- Services territoriaux de l'OFB (Directions Régionales, Services Départementaux, Brigades Mobiles d'Intervention)

Relations externes :

- Administration centrale du Ministère de la Transition écologique et solidaire
 - Préfectures
 - Imprimerie nationale
 - Fédérations nationale et départementales de chasseurs
-

Profil recherché

Fonctionnaire de catégorie A, technicien de l'environnement ou contractuel détenteur d'un diplôme de niveau Bac+5 (master 2).

Expérience en management souhaitée (2-3 ans minimum serait un plus) ;

Connaissance de la chasse et de son organisation

Compétences et qualités requises

Connaissances :

- Bonne connaissance pratique de l'administration ;
- Connaissance du management public et de la gestion des ressources humaines ;
- Notions de comptabilité publique ;
- Connaissance de l'analyse statistique de base
- Connaissance du monde cynégétique.

Savoir-faire opérationnel :

- Maîtriser les outils bureautiques ainsi que les outils de pilotage et de rapportage ;
- Communiquer, relayer les choix et les objectifs internes ;
- Comprendre les enjeux et adapter ses initiatives en fonction du contexte ;
- Accompagner le changement, fédérer une équipe autour d'objectifs partagés, de valeurs communes ;
- Adapter sa posture en fonction des projets, des interlocuteurs et des situations ;
- Maîtriser les outils de la communication écrite.

Savoir-être professionnel :

- Qualités relationnelles et sens aigu de l'écoute et du dialogue ;
- Sens de l'initiative et force de proposition ;
- Rigueur et respect de la confidentialité.
- Disponibilité, réactivité

Conditions d'exercice / sujétions particulières

Déplacements occasionnels sur le territoire national

Dépôt de candidature

Pour déposer une candidature, les documents suivants vous seront demandés :

- CV
 - Lettre de motivation
 - Pour les fonctionnaires uniquement : dernier arrêté de situation administrative
 - Pour les non titulaires : diplôme le plus élevé obtenu
-

CHEF-DE-SERVICE-ADJOINT-DU-SERVICE-DU-PERMIS-DE-CHASSER-H-F)





(<https://ofb.gouv.fr>)

Chef de projet " milieu terrestre " H/F

Référence : 2022/880

Affectation : Direction de la police et du permis de chasser

Catégorie : A

Résidence administrative : Vincennes (94) ou Dry (45) ou Auffargis (78) ou Apprieu (38)

Statut du poste : Vacant

Poste à pourvoir le : 01/04/2023

Date limite de candidature : 26/02/2023

Information générale

Positionnement hiérarchique : Sous l'autorité du chef de service prévention, appui et prospective

Conditions d'emploi : Emploi permanent à pourvoir soit par un fonctionnaire (détachement ou PNA) ou un agent déjà en CDI de droit public (portabilité envisageable) ; soit en CDD de 3 ans (Rémunération : à partir de 2 347 € brut par mois selon expérience professionnelle.)

Durée minimale attendue sur le poste : 3 ans

Résidence administrative : Vincennes ou sur un site de la direction de la police et du permis de chasser (à discuter lors de l'entretien)

L'Office français de la biodiversité (OFB) est né le 1er janvier 2020. Ce nouvel établissement public, placé sous la tutelle des ministres chargés de l'environnement et de l'agriculture, a été créé pour protéger et restaurer la biodiversité. Il intègre les missions, les périmètres d'intervention et les 3 000 agents de l'Agence française pour la biodiversité (AFB) et de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS).

Il contribue, s'agissant des milieux terrestres, aquatiques et marins, à la surveillance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité, ainsi qu'à la gestion équilibrée et durable de l'eau en coordination avec la politique nationale de lutte contre le réchauffement climatique (loi n°2019-773 du 24 juillet).

Pour remplir ses missions, l'Office s'appuie sur les 3 000 agents qui composent des équipes pluridisciplinaires (inspecteurs de l'environnement, ingénieurs, vétérinaires, techniciens, personnels administratifs, etc.) réparties sur tout le territoire national. Il est organisé de façon matricielle pour prendre en compte tous les milieux, en transversalité, selon une articulation à trois niveaux :

- une échelle nationale où se définissent et se pilotent la politique et la stratégie de l'OFB (directions et délégations nationales) ;
- une échelle régionale où s'exercent la coordination et la déclinaison territoriale (directions régionales) ;
- des échelons départementaux et locaux, de mise en œuvre opérationnelle et spécifique (services départementaux, antennes de façade, parcs naturels marins, etc.).

La direction générale déléguée police, connaissance, expertise (DGD-PCE) est caractérisée par des missions régaliennes et scientifiques relatives aux milieux, aux espèces, aux pressions qu'elles subissent et à la surveillance – sous toutes ses formes – qu'imposent les réglementations internationales, européennes et nationales. La DGD-PCE vise à renforcer les liens entre la connaissance et la police de l'environnement et à faire en sorte qu'elles contribuent à l'amélioration constante des politiques publiques et des comportements. Pour ce faire, les équipes qui la composent participent à la fois au pilotage national des activités dont elles ont la responsabilité et à la mise en œuvre en régie de ces activités (recherche, police, surveillance et cycle de la donnée), en vertu du principe de subsidiarité. Elles apportent également un appui aux directions régionales et à leurs services, ainsi qu'à la DGD mobilisation de la société.

La DGD-PCE est pilotée par un directeur général délégué ; elle compte environ 350 agents et est décomposée en :

- Une direction de la police et du permis de chasser (DPPC)
- Une direction surveillance, évaluation, données (DSUED)
- Une direction de la recherche et de l'appui scientifique (DRAS)

La Direction de la police et du permis de chasser est à la fois une direction centrale et une direction opérationnelle de terrain. Elle assure d'une part, au niveau national un rôle de conception, de pilotage, d'animation, d'appui aux services territoriaux, ainsi que d'évaluation de l'activité de police, qu'elle soit administrative ou judiciaire. Elle assure, d'autre part, des missions opérationnelles en renfort des services territoriaux ou en pilotage direct lorsque les enjeux, la nécessité de coordination ou de réactivité l'exigent. Elle dispose également d'un service qui mène des enquêtes judiciaires. Elle est enfin chargée de l'examen du permis de chasser. Elle comporte un service juridique qui vient en appui de l'OFB sur ses missions opérationnelles.

Le service PAS veille à ce que les priorités, ainsi que les moyens d'actions de l'établissement en matière de police soient axés sur les principaux enjeux et répondent aux objectifs fixés par l'Etat en matière de préservation de la biodiversité tout en accompagnant les services territoriaux en leur donnant les moyens de mise en œuvre.

Mission

Le Chef de projet/référent terrestre est :

Le référent en matière de police de l'environnement sur les milieux terrestres pour la DPPC

- Il est l'interlocuteur privilégié sur tous les sujets portés par l'établissement traitant de ces sujets et pour lesquels la DPPC est impliquée, notamment pour les espèces à enjeux et/ou soumises à PNA
- Il conçoit et accompagne la stratégie de l'OFB en matière de prévention, de surveillance et de contrôle des milieux terrestres tant en interne (élaboration de stratégies, cadrages, positionnement internes), qu'avec les partenaires (MTE, MAA)
- Il participe au dialogue de gestion police, volet espèces et milieux terrestres, mené avec les directions régionales et suit le rapportage dans ce domaine.
- Il coordonne les différents projets portés par les services de la DPPC dans ce domaine et s'assure de leur cohérence.
- Il pilote des missions transversales entre plusieurs services au sein de la DPPC et est en lien avec la direction recherche et appui scientifique (DRAS), ainsi que la direction surveillance évaluation données (DSUED) ou encore de la Direction des Grands Prédateurs Terrestres (DGPT) pour ce qui concerne les grands prédateurs terrestres
- Il représente la DPPC dans les réseaux thématiques internes et groupes de travail, ainsi que lors de toute sollicitation à des fins de communication, valorisation, etc., traitant de domaine terrestre.

Il conçoit des outils, référentiels, méthodes permettant aux agents de mieux mettre en œuvre leurs compétences en matière de police de l'environnement touchant aux espèces et habitats :

- Il contribue à la structuration et au rapportage de l'activité d'appui technique pour le domaine terrestre et peut être sollicité sur des rédactions d'avis techniques en cas de besoin des services territoriaux
- En matière de prévention, il coordonne, en lien avec le chef de projet PAT-Biodiv et CDR ERC et le chargé de mission « Usages et Ruralités », l'alimentation des référentiels de PAT-Biodiv et du CDR ERC
- En matière de police judiciaire, en lien avec le SPJR, il pilote la rédaction de guides, documents de cadrage, outils, notes utiles aux contrôles et enquêtes menées sur le domaine de la police des espèces et des habitats notamment à partir de retours d'expériences.

En tant que Référent « milieu terrestre » au sein de la DPPC (sphère police, de l'appui technique à la police administrative et judiciaire), il pilote le volet métier de la formation sur le domaine police de l'environnement, en lien avec les autres agents compétents de la direction et en lien étroit avec le service formation qui pilote la formation.

Activités principales

- Assurer le pilotage des missions portées par la DPPC portant sur les milieux terrestres (espèces, habitats, agriculture)
- Piloter la priorisation des missions de police d l'OFB sur ce domaine
- Élaborer les notes, outils et formations nécessaires à la mise en œuvre des compétences des agents de l'OFB en matière de police de l'environnement
- Participer et représenter la DPPC de l'OFB aux réunions/GT conduites sur les missions dédiées et à leur rapportage.

Relations liées au poste

Relations internes :

- Direction de la Police et du Permis de Chasser
- Direction générale déléguée Police, Connaissance, Expertise (Direction recherche et appui scientifique, Direction surveillance, évaluation, données, dont MNHN, Direction grands prédateurs terrestres)
- Services territoriaux de l'OFB.

Relations externes :

- Ministère de la Transition Energétique /DEB, Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
 - Douane, Gendarmerie, BNEVP
 - Parquets
 - APN
-

Profil recherché

- Fonctionnaire de catégorie A ou contractuel détenteur d'un diplôme de niveau Bac+5 (master 2).
 - Une expérience antérieure dans les domaines concernés par le présent poste est attendue, si possible en service territorial (OFB ou administration déconcentrée de l'Etat).
-

Compétences et qualités requises

Connaissances :

- En matière d'environnement et de faune terrestre : écologie des milieux
- Gestion des habitats et des espèces
- Maîtrise du fonctionnement des institutions administratives et judiciaires nationales, régionales et départementales, des différents services de police judiciaire
- Bonne connaissance des partenaires
- Code de l'environnement, Code rural et pêche maritime, et maîtriser le cadre administratif et judiciaire en matière de police de l'environnement
- Maîtrise des outils informatiques

Savoir-faire opérationnel :

- Animer des réseaux, des réunions, de groupes de travail (fonctionnement en mode projet)
- Discerner les enjeux, notamment au regard des objectifs, anticiper et prendre des initiatives.
- Communiquer en interne
- Rendre compte à l'autorité supérieure

Savoir-être professionnel :

- Sens de l'organisation.

- Loyauté et opiniâtreté
 - Rigueur et esprit d'analyse et de synthèse
 - Culture de la confidentialité
 - Qualités relationnelles, sens de l'écoute et du dialogue.
 - Qualité rédactionnelle
 - Être force de proposition
-

Conditions d'exercice / sujétions particulières

- Déplacements en région et au niveau national.
 - Permis B
 - Importance de garder un lien fort avec la pratique terrain.
-

Dépôt de candidature

Pour déposer une candidature, les documents suivants vous seront demandés :

- CV
 - Lettre de motivation
 - Pour les fonctionnaires uniquement : dernier arrêté de situation administrative
 - Pour les non titulaires : diplôme le plus élevé obtenu
-

[FB.GESTMAX.FR/APPLY/880/1/CHEF-DE-PROJET-MILIEU-TERRESTRE-H-F\)](https://FB.GESTMAX.FR/APPLY/880/1/CHEF-DE-PROJET-MILIEU-TERRESTRE-H-F)





Chargé de mission carrière H/F

Référence : 2023/1191

Affectation : Direction des ressources humaines

Catégorie : A

Résidence administrative : Vincennes (94)

Statut du poste : Vacant

Date limite de candidature : 01/03/2023

Information générale

Positionnement hiérarchique : Sous l'autorité du chef de l'unité gestion collective de la carrière

Conditions d'emploi : Emploi permanent à pourvoir soit par un fonctionnaire (détachement ou PNA) ou un agent déjà en CDI de droit public (portabilité envisageable) ; soit en CDD de 3 ans (Rémunération : à partir de 2 347 € brut par mois selon expérience professionnelle.)

Durée minimale attendue sur le poste : 3 ans

L'Office français de la biodiversité (OFB) est né le 1er janvier 2020. Ce nouvel établissement public, placé sous la tutelle des ministres chargés de l'environnement et de l'agriculture, a été créé pour protéger et restaurer la biodiversité. Il intègre les missions, les périmètres d'intervention et les 3 000 agents de l'Agence française pour la biodiversité (AFB) et de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS).

Il contribue, s'agissant des milieux terrestres, aquatiques et marins, à la surveillance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité, ainsi qu'à la gestion équilibrée et durable de l'eau en coordination avec la politique nationale de lutte contre le réchauffement climatique (loi n°2019-773 du 24 juillet).

Pour remplir ses missions, l'Office s'appuie sur les 3 000 agents qui composent des équipes pluridisciplinaires (inspecteurs de l'environnement, ingénieurs, vétérinaires, techniciens, personnels administratifs, etc.) réparties sur tout le territoire national. Il est organisé de façon matricielle pour prendre en compte tous les milieux, en transversalité, selon une articulation à trois niveaux :

- une échelle nationale où se définissent et se pilotent la politique et la stratégie de l'OFB (directions et délégations nationales) ;
- une échelle régionale où s'exercent la coordination et la déclinaison territoriale (directions régionales) ;
- des échelons départementaux et locaux, de mise en œuvre opérationnelle et spécifique (services départementaux, antennes de façade, parcs naturels marins, etc.).

Au sein de la DRH, le service gestion de la carrière pilote la carrière des agents de l'établissement et établit les actes liés aux recrutements, à l'avancement et aux départs (définitifs ou temporaires) des agents fonctionnaires et contractuels de l'établissement.

L'unité gestion collective de la carrière est en charge de l'ensemble des processus collectifs d'avancements de la carrière des agents fonctionnaires et contractuels sous quasi-statut et assure la gestion directe de deux corps de l'environnement (1800 agents techniques et techniciens de l'environnement affectés aux seins de l'OFB principalement et auprès d'autres administrations). L'unité est composée de 6 agents.

Mission

Au sein de cette unité, le chargé de mission seconde le chef d'unité dans l'ensemble de ses missions et coordonne tout particulièrement les procédures collectives d'avancement pour les fonctionnaires du MTECT et du MASA affectés à l'OFB et pour les agents contractuels du quasi statut de l'environnement (2 700 agents) avec l'appui d'un gestionnaire.

Il est pleinement associé au projet de migration vers un nouveau SIRH : La direction des ressources humaines se prépare au passage à RENOIRH au 1^{er} janvier 2024 et à cette occasion améliore son organisation. Le chargé de mission carrière participera activement à la coordination des actions de mise en qualité des données et à l'élaboration des nouveaux process avec les autres services de la DRH.

Activités principales

- Secondier le chef d'unité dans l'ensemble de ses missions et assurer l'intérim en cas d'absence
 - Coordonner et gérer les procédures collectives de la carrière :
 - Planifier les calendriers et veiller à la bonne organisation des campagnes de promotion
 - Participer aux réunions d'harmonisation, apporter conseil aux directeurs, et établir les listes des promouvables
 - Etablir les tableaux annuels des avancements d'échelon des agents contractuels du quasi statut de l'environnement, suivre les avancements d'échelon des fonctionnaires en lien avec les administrations d'origine
 - Garantir l'accueil administratif des lauréats de concours et préparer les nominations
 - Organiser et participer à la commission consultative paritaire locale : établissement des ordres du jour, gestion des convocations, compte rendu, préparation des documents ...
 - Conduire certaines campagnes liées à la rémunération (GIPA, ...)
 - Contribuer aux chantiers de simplification et d'amélioration continue menés par l'établissement (ex : procédures liées aux réorganisations et déménagements des services, en lien avec le service immobilier, avec les directions métiers et les services de la DRH, suivre les changements d'affectation et coordonner la mise à jour des systèmes d'information ; améliorer les modalités d'accueil des agents...).
 - Prendre en charge les dossiers sensibles et/ou complexes : ruptures conventionnelles, réponses aux recours précontentieux en matière de carrière, reclassement, licenciement et apporter son expertise à l'équipe de direction
 - Assurer la veille réglementaire en matière de carrière et diffuser l'information statutaire auprès des gestionnaires de la carrière (fiches de procédure, fiches techniques, formation...) ; apporter un appui et une expertise
 - Suivre les indicateurs de pilotage de l'activité du service et notamment de l'unité gestion collective, compléter les enquêtes et bilans d'activités du service
 - Participer à la mise en qualité des données : le chargé de mission expertise la qualité des données présentes dans les SIRH (RENOIRH et VIRTUALIA) et coordonne la mise en qualité par les chargées de gestion de la carrière.
-

Relations liées au poste

Relations internes :

- Ensemble des directions : directeurs, chefs de service, agents

- Ensemble de la DRH et notamment les services en charge du recrutement et de la paie

Relations externes :

- Contrôle budgétaire
 - Agence Comptable
 - Services de gestion du MASA et du MTE
 - Diverses administrations d'origine des agents
-

Profil recherché

Fonctionnaire de catégorie A ou de B confirmé (2 ou 3ème niveau de grade) ou contractuel détenteur d'un diplôme de niveau Bac+5 (master 2).

Compétences et qualités requises

Connaissances :

- Maîtrise de la gestion statutaire des fonctionnaires et des agents contractuels de la FPE
- Bonne connaissance des processus de promotion au sein de la FPE
- Aisance rédactionnelle indispensable
- Maîtrise de l'outil EXCEL (aptitude à analyser et compléter des tableaux de données carrière)
- Connaissance de RENOIRH vivement appréciée

Savoir-faire opérationnel :

- Suivre les procédures et appliquer les dispositions réglementaires du domaine statutaire et fonctions publiques Comprendre et expliquer la réglementation applicable et faciliter les démarches dans des situations courantes de gestion
- Hiérarchiser les tâches et organiser son activité et le cas échéant celles de ses collègues en tenant compte des contraintes et des échéances
- Conduite des projets : solliciter et s'appuyer sur des personnes ressources (collègues de la DRH, MTE...)
- Assurer une veille réglementaire

Savoir-être professionnel :

- Capacité à travailler en équipe
- Sens de l'organisation
- Sens des relations humaines
- Sens de l'initiative et de l'autonomie
- Capacité d'écoute
- Rigueur et méthodologie, réactivité.

Conditions d'exercice / sujétions particulières

Télétravail possible : Oui

Dépôt de candidature

Pour déposer une candidature, les documents suivants vous seront demandés :

- CV
 - Lettre de motivation
 - Pour les fonctionnaires uniquement : dernier arrêté de situation administrative
 - Pour les non titulaires : diplôme le plus élevé obtenu
-

POSTULER ([HTTPS://OFB.GESTMAX.FR/APPLY/1191/1/CHARGE-DE-MISSION-CARRIERE-H-F](https://ofb.gestmax.fr/apply/1191/1/charge-de-mission-carriere-h-f))

Représentation Permanente de la France auprès de l'Union Européenne
Service Agricole
14, place de Louvain
B -1000 BRUXELLES

Délégué(e) pour les affaires agricoles européennes

N° du poste : Catégorie A confirmé / A+ dans le cadre d'une mise à disposition Cotation parcours professionnel : supérieur à 3		
Poste vacant		
<i>Présentation de l'environnement professionnel</i>	<p>La Représentation Permanente est une structure interministérielle chargée de représenter les intérêts français auprès des institutions européennes. Le Service agricole de cette Représentation assure le suivi des travaux menés par ces institutions en matière agricole (agriculture, alimentation, sanitaire, forêt).</p> <p>Le Délégué pour les affaires agricoles est porte-parole de la France au Comité spécial Agriculture (CSA), instance qui prépare les réunions – généralement mensuelles - du Conseil des ministres de l'agriculture de l'UE. Le Service agricole participe à la préparation de ces réunions, et rédige en outre les comptes rendus des débats du CSA, du Conseil et des Commissions traitant des sujets agricoles du Parlement européen.</p> <p>Ses membres participent également à de nombreuses réunions de groupes de travail du Conseil et à différents types de comités ou groupes d'experts. Ils assistent aux sessions de travail du Parlement et aux conférences ou réunions sur les sujets agricoles européens.</p>	
<i>Objectif du poste</i>	Assurer les fonctions de Délégué(e) pour les affaires agricoles européennes. Il s'agit de participer à l'élaboration de la position française sur les questions agricoles relevant du champ de compétence de l'Union européenne, s'efforcer de l'expliquer et de la faire partager aux autres parties prenantes des négociations, et rendre compte du déroulement de celles-ci aux autorités nationales.	
<i>Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Assurer les fonctions de porte-parole de la France au Comité Spécial Agricole ; - Entretenir un contact constant avec la hiérarchie de la DG Agriculture, le cabinet du commissaire à l'Agriculture, les collègues des 26 autres Etats-Membres, ainsi que les assistants et les principaux membres de la Commission de l'Agriculture du Parlement européen ; - Informer les autorités françaises des projets envisagés ou des initiatives prises par la Commission européenne, le Parlement européen ou les autres Etats Membres ; - Proposer aux autorités françaises des stratégies de négociation sur les textes en discussion, et mener les négociations en conséquence ; - Encadrer une équipe de 8 personnes (5 adjoints de catégorie A et 3 assistantes). 	
<i>Champ relationnel du poste</i>	<ul style="list-style-type: none"> - le SGAE - les autres services de la RP - l'administration centrale du MAA et le cabinet du ministre ; - les institutions européennes (députés européens et leurs équipes, fonctionnaires du Parlement, de la Commission, du Secrétariat général du Conseil, membres des délégations des 26 autres Etats membres). - Les bureaux de représentation à Bruxelles des organisations professionnelles agricoles et des régions françaises 	
<i>Compétences liées au poste</i>	Savoirs <ul style="list-style-type: none"> - excellente maîtrise de l'anglais (la connaissance d'autre(s) langue(s) de l'UE serait appréciée) - connaissance de la PAC - connaissance du fonctionnement institutionnel de l'UE indispensable - culture juridique et politique - expérience des négociations européennes 	Savoir-faire <ul style="list-style-type: none"> - facilités relationnelles, sens de la négociation et sens politique, - curiosité intellectuelle, esprit d'initiative, capacités d'analyse et de synthèse - réactivité, capacité à gérer dans l'urgence et respect des délais - discrétion - capacité à encadrer une équipe - grande disponibilité
<i>Personnes à contacter</i>	à M. Frédéric Lambert, Chef du service Europe et International au Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire (DGPE),	

	<p>Tél : 0149 55 46 44 – frederic.lambert01@agriculture.gouv.fr Mme Karine Serrec, sous-directrice Europe (MASA, DGPE) Tél : 01 49 55 45 57 – karine.serrec@agriculture.gouv.fr</p>
--	---

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

**DIRECTION REGIONALE DE L'ALIMENTATION, DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET NOUVELLE-AQUITAINE
SERVICE FRANCEAGRIMER**

Chef du service FranceAgriMer au sein du service territorial Nouvelle-Aquitaine

N° appel à candidature : 23525

Catégorie : A / A+

Cotation parcours professionnel : 3 si AAE ou IAE

Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 1 si IAE ou AAE

Filière d'emploi : 1 - Elaboration et pilotage des politiques publiques

Poste vacant

Localisation : Bordeaux (33)

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents disposant d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail.

La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est un établissement public sous tutelle du Ministère chargé de l'agriculture.

Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance renouvelée.

L'établissement s'appuie au niveau local sur ses services territoriaux placés sous l'autorité des préfets de région et des directeurs des DRAAF.

Le service FranceAgriMer en Nouvelle-Aquitaine est un service à part entière de la DRAAF.

Il comprend 70 agents localisés sur 4 sites : Bordeaux, Poitiers, Limoges et Bergerac. Il est chargé de la mise en œuvre, au plan régional, des missions relatives aux filières viticoles, fruits et légumes, grandes cultures et animales. Il effectue le contrôle, l'instruction et la liquidation des aides nationales et européennes octroyées à ces filières, et contribue également au suivi de la conjoncture et l'animation régionale des filières. Il assume enfin des missions techniques dans les domaines vitivinicoles, productions animales et grandes cultures.

Il est organisé en 4 unités :

- une unité Contrôles ;
- une unité production viticole et cultures spécialisées ;
- une unité Transformation et commercialisation du vin ;
- une unité Grandes cultures et élevage.

Les agents affectés au sein de ces unités sont situés sur les 4 sites précités en fonction notamment d'une logique de proximité.

Le service concourt par ailleurs à certaines missions transversales rattachées à la direction de la DRAAF.

Le chef de service exerce ses compétences sur une très grande région de 12 départements. Il a donc à prendre en compte les enjeux d'une économie agricole et agroalimentaire très développée et fortement diversifiée.

Objectifs du poste

En concertation avec les acteurs publics et les professionnels, contribuer aux orientations stratégiques en déclinant au niveau régional les politiques publiques décidées par le MASA et mises en œuvre par l'établissement.

Missions et activités principales :

- Représenter l'établissement et la DRAAF auprès des professionnels régionaux, de l'administration et des tiers.
- Participer aux projets et actions interservices de la DRAAF et en particulier à son codir.
- Diriger, manager le service et optimiser la gestion des moyens (adaptation de l'organisation du service aux évolutions des moyens et des missions...) en particulier en développement des méthodes de travail innovantes et agiles.
- Superviser et organiser les missions de contrôles et d'instruction nationales et européennes de l'établissement en concertation avec les directions du siège.
- Assurer l'animation des filières en lien avec le siège, notamment par les enquêtes, les analyses de conjoncture, les prévisions de récolte, la contribution à Céréobs ou encore le suivi des OCM.
- Animer l'instruction et le suivi des collecteurs de céréales dans le cadre de l'aval (garantie financière de l'établissement).
- Assurer l'interface avec le SG DRAAF pour ce qui relève du fonctionnement du service (budget, RH de proximité, logistique).
- Assurer l'animation des conseils de bassin viticole et de la commission régionale des Céréales.
- Participer aux relations fonctionnelles et institutionnelles de l'établissement au niveau régional.
- Tenir des tableaux de bord et élaborer des bilans périodiques, notamment l'instruction des dossiers.

Relations fonctionnelles du poste :

- Professionnels et représentants interprofessionnels
- Services de l'Etat au niveau local (préfet, DRAAF, services DRAAF, Douanes...), services de FranceAgriMer du siège et en région

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissance économique, scientifique ou technique agronomique

Savoir-faire / Maîtrise

- Organiser les activités des collaborateurs et les accompagner dans la conduite de leurs missions

<ul style="list-style-type: none"> - Réglementation nationale et européenne relative aux dispositifs d'intervention concernés - Contexte politique, économique et social, français et européen - Opérateurs économiques des filières - Connaissance de l'organisation administrative. 	<ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir, organiser les techniques de management adaptées à un contexte évolutif (nomadisme et télétravail) - Conduite de projet - Maîtriser les circuits d'instruction et les procédures - Savoir dialoguer et coopérer avec les différents acteurs professionnels et institutionnels - Rendre compte avec diligence et loyauté
Diplôme – Expérience professionnelle	
Une expérience avérée dans le management est demandé	
Déplacements fréquents. Grande disponibilité en situation de crise	
Poste clé¹ :	Oui Non <input checked="" type="checkbox"/>
Poste à caractère sensible² :	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Poste à privilèges³ :	Oui Non <input checked="" type="checkbox"/>
Personnes à contacter	
Véronique BORZEIX - Directrice générale adjointe FranceAgriMer Tél : 01.73.30.20.44 veronique.borzeix@franceagrimer.fr	
De GUENIN Philippe - Directeur DRAAF Nouvelle-Aquitaine Tél : 05.87.79.85.50 philippe.de-guenin@agriculture.gouv.fr	
Mme ALAVOINE Virginie – Directrice Adjointe DRAAF Nouvelle-Aquitaine Tél : 05.56.00.42.11 Virginie.alavoine@agriculture.gouv.fr	
Marc CASTAINGS - Secrétaire général adjoint Tél : 01.73.30.24.30 marc.castaings@franceagrimer.fr	
Philippe LE FAUCHEUR - Chef du service des RH Tél : 01.73.30.24.00 philippe.le-faucheur@franceagrimer.fr	
DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 28 février 2023	
Le dossier de candidature doit comporter : <ul style="list-style-type: none"> - Une lettre de motivation, - Un curriculum-Vitae, - Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon. 	

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire. En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité. Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chargé.e d'études d'évaluation

Direction Marchés, études et prospective – Unité Évaluation

N° appel à candidature : 23524	Catégorie : A
Cotation parcours professionnel : 1	Cotation Groupe RIFSEEP : 4 si corps des attachés d'administration 4.1 si corps des ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement
Filière d'emploi : 2 Statistique, étude, audit, évaluation, prospective	
Poste vacant	Localisation : 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail. Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans, éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche.

Ses principales missions consistent à :

- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche ;
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique ;
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés.

La direction Marchés, études et prospective (MEP) est chargée, au sein de FranceAgriMer, d'établir et de diffuser auprès des partenaires publics et professionnels de l'Établissement l'information économique la plus pertinente pour assurer la transparence des marchés et éclairer les décisions à prendre. Elle est composée de deux services : le service « Analyse économique des filières et Observatoire de la formation des prix et des marges » (AEF-OFPM) et le service « Analyses et fonctions transversales et multi-filières » (AFTM). Le service AFTM assure des missions d'analyses économiques portant sur des sujets transverses aux différentes filières (ex. biomasse, consommation alimentaire) ou au travers d'outils méthodologiques spécifiques (évaluation, prospective) ainsi que d'appui à l'analyse socio-économique des filières agricoles (documentation, assistance informatique et animation du Réseau des Nouvelles des Marchés). Elle travaille en réseau avec les services des ministères chargés de l'agriculture et de la pêche, de l'économie et de l'environnement, les professionnels des filières et les services territoriaux.

Au sein du Service Analyses et Fonctions Transversales et Multifilières, l'unité Évaluation est chargée de conduire les exercices d'évaluation d'actions publiques prévues au programme de l'établissement ; il s'agit en particulier de quantifier l'impact socioéconomique des mesures mises en œuvre par l'établissement.

Objectifs du poste

- Participer aux activités d'évaluation des politiques publiques au sein de FranceAgriMer ainsi qu'en partenariat avec le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation ;
- Contribuer à la diffusion de la culture de l'évaluation dans l'établissement en favorisant notamment l'adaptation du recueil et du traitement des informations nécessaires à la caractérisation de l'impact socioéconomique des interventions publiques ;
- Fournir aux autres unités de l'établissement qui le souhaitent une expertise sur les méthodes d'évaluation des actions menées.

Missions et activités principales :

- Réalisation d'exercices d'évaluation variés tant en terme de type d'aides analysées que de filières concernées. Pour les dispositifs évalués, il s'agit de reconstituer la logique d'action du dispositif, de trouver les indicateurs pertinents et les sources de données à mobiliser pour apprécier la pertinence, la cohérence, l'efficacité et l'efficience des mesures mises en œuvre et de formuler d'éventuelles recommandations d'évolution du dispositif. Il peut parfois s'agir de proposer des solutions techniques permettant de contourner les obstacles classiques à l'évaluation et notamment l'absence ou la difficulté d'accès aux données les plus directement pertinentes ;
- Rédaction de rapports d'évaluation et présentation des résultats aux instances associant les professionnels concernés ;
- Appui méthodologique aux Unités de l'établissement concernant la simplification des dispositifs d'aides et le suivi d'études d'impacts socio-économiques notamment ;
- Participation à la préparation du programme annuel d'évaluation au sein du programme triennal d'études économiques préparé et mis en œuvre par la direction MEP.

Relations fonctionnelles du poste :

Le(a) chargé(e) de mission travaille en étroite collaboration avec les autres unités de FAM selon le domaine évalué (Unités suivant l'information économique des filières au sein de MEP, Direction des interventions, Délégués filières, services territoriaux). Il (elle) met en place des comités d'évaluation rassemblant, selon les

besoins, des agents du MASA (Bureaux produits, SSP, CGAAER, services déconcentrés), du MTE (CGDD), des collectivités territoriales, des représentants professionnels de l'agriculture et de la pêche.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Bonne connaissance des politiques agricoles et/ou de la pêche ;
- Solides notions d'économie, notamment agricole ;
- Connaissance des règles de base en matière d'aides agricoles, nationales et communautaires ;

Savoir-faire / Maîtrise

- Capacité d'analyse, de synthèse, de rigueur et de méthode ;
- Qualités relationnelles et rédactionnelles avérées ;
- Aptitude à la gestion de projets et au travail en équipe ;
- Bonne maîtrise des outils bureautiques ;
- Maîtrise des techniques de traitement de base de données ;
- Capacité à s'investir dans une grande variété de sujets différents

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum bac+3 validé en cas de candidature contractuel

Contraintes du poste :

Pas de contraintes particulières

Poste clé¹ : Oui Non ☐

Poste à caractère sensible² : Oui Non ☐

Poste à privilèges³ : Oui Non ☐

Personnes à contacter

Patrick AIGRAIN – chef de service Analyses et Fonctions Transversales et Multifilières

Tél. : 01.73.30.33.17

patrick.aignrain@franceagrimer.fr

Anne-Sophie Wepierre, Cheffe de l'Unité Évaluation

01 73 30 23 11

anne-sophie.wepierre@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargé de mission recrutements, SG/SRH

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Mobilite@franceagrimer.fr - Tél : 01.73.30.22.35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.

Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.

Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 23/02/2023

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chef.fe de service

Direction des Interventions / Service Gestion du potentiel et amélioration des structures vitivinicoles

N° appel à candidature : 23523

Catégorie : A / A+

Cotation parcours professionnel : 3 (si IAE ou AAE)

Cotation Groupe RIFSEEP : 1 (si IAE ou AAE)

Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides

Poste vacant

Localisation :

12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est un établissement public sous tutelle sur ministère en charge de l'agriculture.

Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance renouvelée fin 2019.

FranceAgriMer opère également pour le compte de la direction générale de la cohésion sociale (DGCS - Ministère des solidarités et de la santé) la gestion du Fonds européen d'aide au plus Démunis (FEAD). La mission de FranceAgriMer a été confirmée dans la cadre du FSE+, lequel englobe depuis 2022 l'ensemble des aides sociales de l'UE, pour toute la période de programmation (7 ans).

La Direction des Interventions, composée de 5 services, gère les dispositifs d'intervention financiers et non financiers de l'Union Européenne et /ou nationaux. Dans ce cadre, le service « gestion du potentiel et amélioration des structures vitivinicoles » regroupe environ 60 agents répartis sur deux sites et dans trois unités chargées de mettre en œuvre et piloter des dispositifs d'aides européennes dans le secteur vitivinicole : restructuration du vignoble, investissements vitivinicoles et gestion des excédents et sous-produits de la vinification.

Objectifs du poste :

Le ou la titulaire du poste assure l'animation, l'organisation, la gestion, le pilotage et la coordination du service en adéquation avec les orientations définies par la direction générale, dans le respect du périmètre des missions du service.

Missions et activités principales :

- Encadrer les agents du service et organiser le travail dans une optique d'efficacité et de polyvalence ; faire coopérer efficacement les agents du service, gérer et développer leurs compétences et les interactions ;
- Superviser l'application de la réglementation relevant des domaines d'activité du service ;
- Piloter les projets informatiques relatifs aux dispositifs relevant du service ;
- Piloter la mise en place de nouveaux dispositifs ou l'évolution des processus existants ;
- Assurer un suivi de la mise en œuvre du plan stratégique national pour les dispositifs vitivinicoles relevant du service ;
- Traduire les orientations de la direction générale en plans d'actions et en projets opérationnels pour le service ;
- Assurer un reporting régulier de l'activité du service ;
- S'assurer de la bonne mise en œuvre du contrat d'objectifs et de performance de l'établissement concernant le service ;
- Représenter l'établissement auprès des interlocuteurs extérieurs.

Relations fonctionnelles du poste :

- Au sein de FranceAgriMer : direction générale, délégué filière viticole, services informatique et juridique, autres services de la direction des interventions
- Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises (DGPE), direction générale des douanes et des droits indirects (DGDDI), INAO, CCCOP, DG AGRI
- Représentants professionnels de la filière vitivinicole

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissance du fonctionnement des institutions européennes et de la politique agricole commune
- Expérience d'encadrement d'équipe exigée

Dans le cadre du parcours d'intégration : un accompagnement par le biais de formation ou de tutorat sera proposé si besoin au candidat pour

Savoir-faire / Maîtrise

- Management d'équipe
- Conduite de projets, y compris informatiques
- Identifier les enjeux, anticiper, alerter et faire preuve d'initiative
- Capacité décisionnelle et d'arbitrage
- Capacité de négociation et bon relationnel
- Rédaction de note de synthèse

s'approprier le domaine d'intervention et sa réglementation.		<ul style="list-style-type: none"> - Aisance dans la communication orale et écrite <p>Savoir-être :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réactivité - Autonomie - Gestion du stress
<p>Diplôme – Expérience professionnelle :</p> <p>Minimum bac+ 3 et/ou expérience professionnelle en rapport avec les missions du poste</p>		
<p>Contraintes du poste :</p> <p>RAS</p>		
Poste clé¹ :	Oui ■	Non
Poste à caractère sensible² :	Oui ■	Non
Poste à privilèges³ :	Oui	Non ■
<p>Personnes à contacter :</p> <p>Sébastien COUDERC – Directeur des interventions Tél. : 01.73.30.22.72 – sebastien.couderc@franceagrimer.fr</p> <p>Stéphane LE DEN – Directeur adjoint des interventions Tél. : 01.73.30.23.49 – stephane.le-den@franceagrimer.fr</p> <p>Tiphaine LELIEVRE – Chargée de mission recrutement Tél. : 01.73.30.22.35 – Mobilite@franceagrimer.fr</p>		
<p>Conditions de travail :</p> <ul style="list-style-type: none"> - FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus. - L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. - Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins. - Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement. - Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils. 		

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 16 février 2023

Le dossier de candidature doit comporter :

- une lettre de motivation,
- un *curriculum vitae*,
- pour les agents fonctionnaires, indiquer le corps, grade et échelon.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

DIRECTION REGIONALE DE L'ALIMENTATION, DE L'AGRICULTURE, ET DE LA FORET
OCCITANIE

Chef(fe) d'unité adjoint restructuration du vignoble

N° appel à candidature : 23521	Catégorie : A
Cotation parcours professionnel : 1	Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 4.1 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement Groupe 3 si corps des attachés d'administration de l'Etat
Filière d'emploi : 1 – Elaboration et pilotage des politiques publiques	
Poste vacant – Prise de fonction dès que possible	Localisation : MONTPELLIER (34)
<p align="center">Conditions de recrutement :</p> <p>Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.</p> <p>Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail.</p> <p>Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans, éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.</p>	
<p align="center">Présentation de l'environnement professionnel :</p> <p>FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère en charge de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche.</p> <p>Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :</p> <ul style="list-style-type: none"> • met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ; • assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ; • organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance renouvelée. <p>Rattaché à la DRAAF Occitanie, le service territorial comprend 80 agents et est présent sur deux sites : Montpellier et Toulouse. Il est chargé de la mise en œuvre, au plan régional, des missions relatives aux filières viticoles, fruits et légumes, grandes cultures et animales. Il effectue le contrôle, l'instruction et la liquidation des aides nationales</p>	

et communautaires octroyées à ces filières, et contribue également au suivi de la conjoncture et l'animation régionale des filières. Il assume enfin des missions techniques dans les domaines vitivinicoles, productions animales et grandes cultures.

Il est organisé en 5 unités :

- Une unité Productions animales et végétales
- Une unité « OCM viticole - Restructuration et à la reconversion du vignoble »
- Une unité « OCM viticole - Aides aux investissements des entreprises vitivinicoles »
- Une unité certification des bois et plants de vigne et des vins sans IG
- Une unité Contrôles

Il concourt par ailleurs aux deux missions transversales rattachées à la direction de la DRAAF : « durabilité de l'agriculture » et « gouvernance des bassins économiques et la coordination des stratégies de filières agricoles et agroalimentaires ».

Les agents affectés au sein de ces unités sont situés à Montpellier et Toulouse, en fonction notamment d'une logique de proximité.

L'unité restructuration et reconversion du vignoble est organisée en bi-site et est composée de 19 agents.

Objectifs du poste

Contribuer au pilotage et à la mise en œuvre de l'aide à la restructuration et reconversion du vignoble prévue dans le cadre de l'OCM vitivinicole dans le respect des procédures.

Assurer la représentation institutionnelle de l'établissement et du service en région

Missions et activités principales :

- Contribuer à l'organisation et au pilotage de l'unité restructuration et reconversion du vignoble
- Participer à la définition des objectifs, des indicateurs de suivi et veiller à leur réalisation
- Superviser l'instruction et la liquidation des dossiers
- Renseigner les demandeurs sur la procédure « restructuration du vignoble »
- Assurer la coordination avec l'unité contrôles, les services du siège et les organismes extérieurs.
- Participer à l'élaboration des diverses statistiques et tableaux de bord liés aux contrôles administratifs et sur place
- Contribuer à l'animation régionale des filières agricoles (conseil de bassin, structure collective notamment)

Relations fonctionnelles du poste :

- Services de la DRAAF, services siège FAM, autres services territoriaux FAM
- Services administratifs régionaux et départementaux (DGDDI, DDTM, INAO, DREETS...)
- Collectivités locales, notamment Conseil Régional
- Organisations professionnelles régionales et départementales et structures de conseil
- Organismes de recherches et d'expérimentation
- Structures professionnelles, producteurs

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissance en management
- Connaissance de la réglementation du secteur concerné et de l'organisation du milieu viticole

Savoir-faire / Maîtrise

- Savoir organiser et planifier les tâches dans le respect des délais
- Maîtriser les circuits d'instruction et les procédures dans le cadre de la supervision
- Savoir analyser et rédiger

<ul style="list-style-type: none"> • Connaissance du guide de procédure « Restructuration du vignoble » • Connaissance des applications Vitirestructuration et SIG FAM 	<ul style="list-style-type: none"> • Savoir animer des réunions • Maîtriser BO en vue de l'élaboration de tableaux de bord de suivi de l'activité • Maîtrise des outils bureautiques
<p align="center">Diplôme – Expérience professionnelle</p> <p>Minimum licence validé pour les candidats contractuels. Une expérience avérée dans le management est demandée, une bonne connaissance de la filière viti-vinicole serait appréciée</p>	
<p align="center">Contraintes du poste :</p> <p>Nombreux déplacements sur la région Occitanie</p>	
Poste clé¹ :	Oui Non x
Poste à caractère sensible² :	Oui Non x
Poste à privilèges³ :	Oui Non x
<p align="center">Personnes à contacter</p> <p>Stéphane BOUNEAU, Chef de service FranceAgriMer à la DRAAF Occitanie 76 allée Jean Jaurès / CS 38037 / 31080 Toulouse cedex 6 stephane.bouneau@franceagrimer.fr – 05.34.41.96.26</p> <p>Laurent HANON, Chef de l'unité restructuration et reconversion du vignoble laurent.hanon@franceagrimer.fr – Tel : 04.67.07.81.68</p> <p>Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement mobilite@franceagrimer.fr – Tél.: 01 73 30 22 35</p>	
<p align="center">Conditions de travail</p> <p><i>L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.</i></p>	
<p align="center">DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 16/02/2023</p> <p>Le dossier de candidature doit comporter :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une lettre de motivation, - Un curriculum-Vitae, - Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon. 	

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Responsable d'écurie (H/F)



Localisation : Haras national d'Uzès
Chemin du mas des Tailles 30 700 UZES



Statut : Fonctionnaire ou contractuel de droit public
(C)



Niveau d'études : 4 minimum
Expérience : 2 ans

Filière : technique

Catégorie : C - fonctionnaire ou contractuel de droit public

Groupe RIFSEEP : G1

Poste : vacant

Date limite de candidature : 02/03/2023

Date de prise de poste : dès que possible à partir du 15/03/2023

DESCRIPTION DU POSTE

➤ Présentation de l'environnement professionnel



L'Institut Français du Cheval et de l'Équitation est un établissement public administratif sous double tutelle des deux Ministères suivants: le Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire et le Ministère des sports et des jeux olympiques et paralympiques. L'IFCE est au service des acteurs de la filière équine avec pour principales missions de :

- Contribuer à la mise en œuvre des politiques de l'Etat en faveur de la filière équine : notamment la traçabilité zootechnique et sanitaire des équidés, l'appui économique à la filière et l'expertise réglementaire dans les domaines de l'élevage et des sports équestres.
- Etre l'institut technique de référence de la filière par des activités de recherche appliquée, de transmission des savoirs (diffusion et formation professionnelle) et de valorisation du patrimoine équestre français.

✓ Placé(e) sous l'autorité hiérarchique du responsable du Haras National d'Uzes

Présentation du service/de la Direction :

Le Haras national d'Uzès est issu d'une longue tradition d'élevage dans la région méditerranéenne. Aujourd'hui, siège de la Délégation territoriale Arc méditerranéen de l'IFCE, il assure des missions dans les domaines : recherche, diffusion, formation et valorisation du patrimoine équestre.

➤ Missions du poste et description des activités



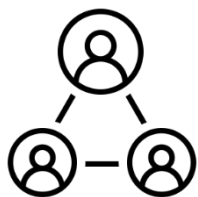
Le site IFCE du Haras national d'Uzès accueille une vingtaine de chevaux de formation à l'année et des chevaux de passage en lien avec les activités du site (formation, recherche, location d'infrastructures, manifestations).

En tant que responsable des écuries, vous travaillerez en collaboration avec le responsable de site et en encadrement de l'équipe déjà en place au sein des écuries.

Parmi vos missions, vous trouverez :

- Management de l'équipe (environ 10 personnes)
- Entretien général des écuries et du matériel, nourrissage, sortie des chevaux (paddocks, travail à pied, monté, attelé selon vos compétences), les soins
- Tenue du registre d'élevage
- Suivi administratif et planification intervention vétérinaires, dentiste, maréchal-ferrant
- Gestion des stocks d'alimentation et fournitures

➤ **Champ relationnel du poste**



En interne

- Palefreniers/soigneurs
- Cavaliers/Meneurs
- Responsable de site
- Formateurs
- Assistantes administratives

En externe

- Stagiaires
- Entreprises d'entretien du site
- Fournisseurs
- Vétérinaires
- Dentiste
- Maréchal-ferrant

➤ **Compétences requises pour le poste**

✓ **Savoir-faire**

- Management de proximité / Gestion d'équipe
- Connaissance de la filière et de ses institutions
- Utilisation de logiciels / Communication par mail
- Organisation administrative et documentaire
- Hygiène et soin des équidés
- Alimentation des équidés
- Éducation et manipulation des équidés
- Pratique de l'équitation cavalier meneur préparateur de chevaux

✓ **Savoir-être**

- Etre autonome
- Etre orienté vers l'action et le résultat
- Avoir l'esprit d'équipe
- Faire preuve de discrétion

➤ **Conditions particulières de travail**

- Conduite d'engins (CACES, permis B en cours de validité)
- Permanences d'écurie
- Travail les week-ends et jours fériés
- Déplacements ponctuels
- Permis E et PL souhaités

Ce poste donne accès à :

- Un téléphone professionnel
- Action sociale
- Participation Mutuelle

➤ **Composition du dossier**

- Le formulaire de mobilité (pour les agents internes à l'IFCE),
- Un CV,





RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

- Une lettre de motivation,



CANDIDATURE – CONTACT



Personnes à contacter pour plus de renseignements sur le poste : julie.biboud@ifce.fr

Personnes à contacter pour plus de renseignements sur le recrutement : recrutement@ifce.fr

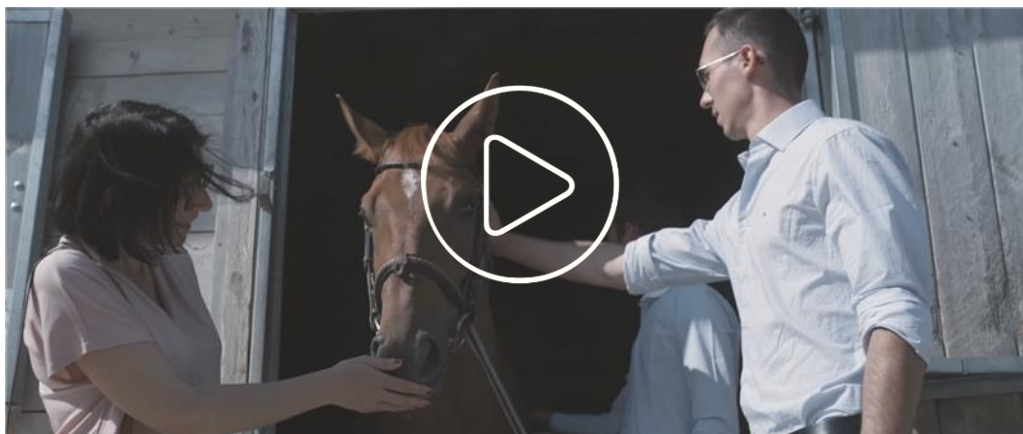
Envoyez votre dossier de candidature à recrutement@ifce.fr

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public (en application de l'article L 332-4 du Code Général de la Fonction Publique).

Un accusé de réception est systématiquement envoyé à chaque candidat à réception de son dossier. En cas de non réception dans les 72 heures (jours ouvrés), nous vous invitons à nous contacter par courriel à recrutement@ifce.fr afin de vérifier la bonne réception de votre candidature.

Pour découvrir les missions de l'IFCE, vous pouvez visionner son film de marque !



www.ifce.fr

Responsable des applications
fonctionnelles formation (H/F)



Localisation : *Saumur*



Statut : Fonctionnaire ou contractuel de droit public
(A)



Niveau d'études : Formation niveau 2 (Master)
Expérience :

Code RIME : FP2SIC03

Catégorie du poste : A

Classement du poste : 1 au titre des parcours professionnels des agents du Ministère de l'Agriculture

Cotation RIFSEEP si IAE ou attaché : G4

Poste vacant ou susceptible d'être vacant : Vacant

Date limite pour candidater : 15/10/2022,

Date de prise de poste : dès que possible à partir du 14/11/2022

Lieu de travail : IFCE site de Saumur (49)

DESCRIPTION DU POSTE

➤ Présentation de l'environnement professionnel

L'Institut Français du Cheval et de l'Équitation est un établissement public administratif sous double tutelle des Ministères en charge de l'agriculture et des sports. L'IFCE est au service des acteurs de la filière équine avec pour principales missions de :

- Contribuer à la mise en œuvre des politiques de l'Etat en faveur de la filière équine : notamment la traçabilité zootechnique et sanitaire des équidés, l'appui économique à la filière et l'expertise réglementaire dans les domaines de l'élevage et des sports équestres.
- Etre l'institut technique de référence de la filière par des activités de recherche appliquée, de transmission des savoirs (diffusion et formation professionnelle) et de valorisation du patrimoine équestre français.

Le Pôle Formation Professionnelle (PFP) est chargé de développer et mettre en œuvre des formations en réponse aux besoins des professionnels de la filière équine. Le PFP recrute un(e) responsable des applications fonctionnelles – chargé(e) de mission, qui sera en charge de participer à l'élaboration de la stratégie informatique et numérique du PFP et à sa mise en œuvre.

Placé(e) sous l'autorité hiérarchique de la directrice adjointe du Pôle formation professionnelle et de la directrice du Pôle formation professionnelle

➤ Missions du poste :

Les missions du responsable des applications fonctionnelles « formation » s'inscrivent dans le Contrat d'objectifs et de performance de l'IFCE.

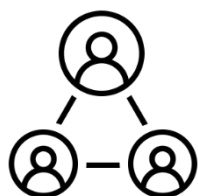
L'agent est en charge de la gestion d'un portefeuille de projets informatiques en lien avec le métier de la formation professionnelle et assure la responsabilité du fonctionnement des applications et outils métiers en lien avec l'équipe de la Direction des systèmes d'information (DSI).

➤ Description des activités

- Piloter des projets en lien avec la formation professionnelle, dont des études comparatives d'outils et le déploiement des Open badges
- Identifier, formaliser :
 - les besoins informatiques et numériques du PFP et leurs évolutions
 - des cahiers des charges et des spécifications fonctionnelles au regard de ces besoins
- Assurer une veille sur les innovations informatiques et numériques en relation avec les métiers de la formation professionnelle
- Etre l'interlocuteur, au sein du PFP, du chef de projet informatique de la Direction des systèmes d'information (DSI)
- Assurer le support de 1er niveau des agents du PFP sur leurs outils métiers

- Animer des réseaux métiers (formateurs, assistantes administratives) en lien avec les outils du PFP
 - Organiser des tests utilisateurs
 - Valider les phases de recettage et les livraisons
- Maintenir des rapports automatisés et outils de reporting et en développer de nouveaux selon les besoins (Business Object)
- Développer le fonctionnement en mode projet au sein du PFP
- Proposer et mettre en œuvre le développement des compétences numériques des stagiaires en formation

➤ **Champ relationnel du poste**



En interne

- Direction du PFP
- Formateurs, coordonnateurs, responsables pédagogiques et administratifs
- Ingénieurs formation
- Assistants administratifs formation
- Chef de projet informatique de la DSI
- Directions fonctionnelles de l'IFCE

En externe

- Prescripteurs et financeurs de formation
- Prestataires de solution informatique
- Organismes de formation et formateurs externes

➤ **Compétences requises pour le poste**

✓ **Savoirs et savoir-faire**

Connaissance de la filière équine et de ses institutions
Ingénierie des formations de la filière
Formation des publics de la filière
Environnement institutionnel
Economie de la filière
Economie des entreprises
Utilisation de logiciels
Gestion de projet
Expression écrite
Expression orale
Relation avec les partenaires de l'IFCE

✓ **Savoir-être**

- Être autonome
- Être force de proposition et d'initiative
- Savoir rendre compte
- Être orienté vers les partenaires/usagers/clients
- Avoir le sens de l'efficience

➤ **Conditions particulières de travail**

Quelques fois par an, déplacements possibles sur tout le territoire national

➤ **Composition du dossier**



- Le formulaire de mobilité (pour les agents internes à l'IFCE),
- Un CV,
- Une lettre de motivation,
- Les trois derniers comptes rendus d'entretiens professionnels

CANDIDATURE – CONTACT

Personnes à contacter pour plus de renseignements sur le poste : prenom.nom@ifce.fr

Personnes à contacter pour plus de renseignements sur le recrutement : recrutement@ifce.fr

Envoyez votre dossier de candidature à recrutement@ifce.fr

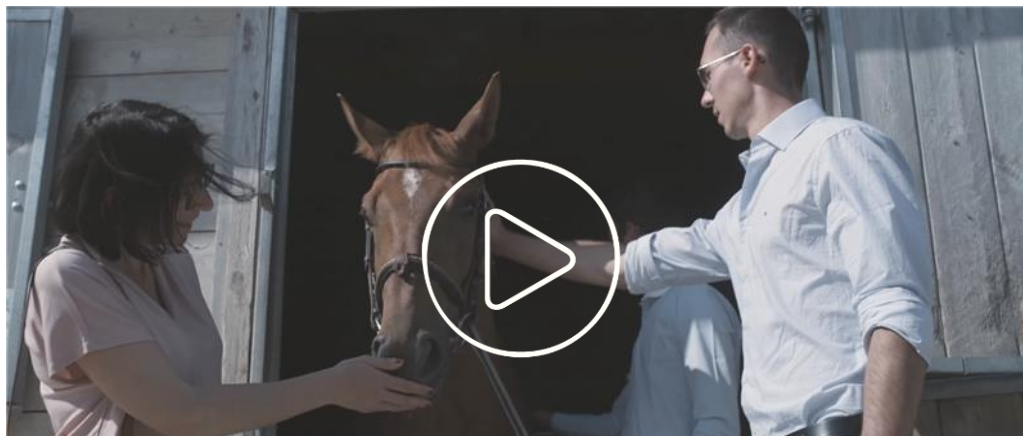


Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public (en application de l'articles L 332-4 du Code Général de la Fonction Publique).

Un accusé de réception est systématiquement envoyé à chaque candidat à réception de son dossier.

Pour découvrir les missions de l'IFCE, vous pouvez visionner son film de marque !



www.ifce.fr

Réf : LACS-P-2023- 03-RM 12

FICHE DE POSTE

Le Conservatoire du littoral recrute un(e) :

Délégué(e) de rivages (F/H) pour sa délégation Lacs

Poste de catégorie A+ ouvert :

- Aux fonctionnaires par voie de détachement sur contrat (contrat de détachement de 3 ans renouvelable) ;
- Aux agents contractuels en CDI bénéficiant déjà du quasi statut de l'environnement (décret n° 2016-1697) ;
- Aux candidats non fonctionnaires et ne relevant pas du quasi-statut (sous condition de diplôme : article 5 décret 2016-1697)

Caractéristique du poste : conformément à l'arrêté du 6 janvier 2023, le poste de délégué(e) de rivages Lacs est identifié comme étant un emploi d'encadrement supérieur à enjeux, soumis à une durée maximale d'occupation de 8 ans. »

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, aménage et confie en gestion des espaces fonciers du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent et leur richesse écologique et patrimoniale, tout en les rendant accessibles au public.

Créé par la loi du 10 juillet 1975, le Conservatoire du littoral est compétent sur les cantons côtiers et sur les communes riveraines des lacs et plan d'eau d'une superficie égale ou supérieure à mille hectares. Il protège aujourd'hui plus de 213 000 ha situés sur le littoral et les rivages lacustres. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel » correspond à une cible de 320 000 ha protégés. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Pour réaliser ses missions, le Conservatoire emploie actuellement environ 180 agents, fonctionnaires ou contractuels, au siège à Rochefort et à Paris, et dans les dix « délégations de rivages » réparties sur le littoral (en métropole et outre-mer). Ces délégations, qui constituent les services déconcentrés de l'établissement, sont chargées, conformément aux orientations nationales, de mettre en œuvre la politique foncière, négocier l'acquisition des terrains, d'assurer la mission de propriétaire sur ces terrains, d'en confier et d'en suivre la gestion.

La délégation Lacs du Conservatoire du littoral, créée le 1^{er} mai 2008, est la plus jeune des 10 délégations de rivages du Conservatoire du littoral. Localisée au Bourget-du-Lac, elle est actuellement constituée d'un délégué de rivages, d'un agent administratif et de cinq chargés de mission (dont 1 poste en cours de création) spécialisés par grands secteurs géographiques (Alpes du Nord-Jura, Alpes du Sud, Grand Est et Massif Central). 2 chargés de mission sont localisés dans des « antennes » sur le territoire, l'un à Limoges et l'autre à Moustiers-Sainte-Marie. Par ailleurs, la délégation porte actuellement un projet de nouvelle antenne « Grand est » dans le cadre d'un partenariat avec la Région.

Près de 5 200 ha ont été acquis sur les rives des grands lacs, sur 70 sites, pour un programme d'intervention à long terme actuellement fixé à 12 300 ha.

La délégation Lacs est fortement marquée par l'éclatement géographique des sites, répartis sur les rives de 14 lacs intérieurs métropolitains dont la superficie dépasse 1000 ha. Ils concernent 6 régions administratives (Auvergne-Rhône-Alpes, Provence Alpes Côte d'Azur, Bourgogne-Franche-Comté, Nouvelle-Aquitaine, Occitanie, Grand Est), 18 départements (54, 55, 51, 52, 10, 39, 74, 73, 05, 04, 83, 12, 48, 23, 87, 15, 19, 63) et environ 150 communes. Les partenariats se développent avec 5 Agences de l'eau, plusieurs divisions territoriales de l'Office national des forêts ou 6 directions régionales de l'Office français de la biodiversité.

La délégation Lacs est en relation avec 48 gestionnaires et une soixantaine d'usagers, anime régulièrement 20 comités de gestion et participe à de nombreuses réunions et rencontres en lien avec les métiers du Conservatoire du littoral.

Description du poste

Le délégué de rivages est placé sous l'autorité de la directrice du Conservatoire du littoral.

Dans le cadre de la stratégie d'intervention à 2050 et du contrat d'objectifs et de performance, il fixe les objectifs de l'équipe qui découlent des priorités retenues par la direction. Il est responsable de l'avancement de ces objectifs.

Il est en relation fonctionnelle avec l'équipe de direction et les services nationaux du Conservatoire sur l'ensemble de ses missions.

Description des missions

En matière d'intervention foncière, il met en œuvre la stratégie d'intervention 2050 du Conservatoire en lien avec les administrations, collectivités et autres partenaires concernés (autres établissements publics, Conservatoires d'espaces naturels, Parcs naturels régionaux...). Cette stratégie doit faire l'objet d'une actualisation prochaine en vue du 50^e anniversaire de l'établissement en 2025.

Il pilote l'activité foncière et contentieuse et contribue directement aux animations et négociations foncières et processus d'acquisition ou d'affectation.

En matière de restauration et d'aménagement, il pilote la programmation des travaux de réhabilitation, de remise en état, d'aménagement et d'accueil du public sur les sites, notamment dans le cadre du Plan de relance (4 dossiers en cours), en application de la trentaine de plans de gestion concertés avec les gestionnaires et les usagers, et leur bonne mise en œuvre.

En matière d'ingénierie de gestion, en relation avec les gestionnaires et les usagers, il assure l'organisation, le contrôle et le suivi de la gestion et participe à son évaluation (bilans écologiques et patrimoniaux, suivi des indicateurs du contrat d'objectifs et de performance, évaluations...). Il organise et anime les différentes instances de concertation locale en liaison avec les gestionnaires.

En matière administrative: sur le volet budget - finances, il prépare les dialogues de gestion, assure la programmation budgétaire et supervise l'exécution financière. Il est le relais de la politique RH dans sa délégation en lien étroit avec la direction et le SG / service des ressources humaines. Il prépare et participe aux recrutements.

Par ailleurs, il met en place, en lien avec la délégation communication, des actions locales de communication, assure les relations avec les médias, anime et développe les partenariats locaux, négocie les concours financiers complémentaires en matière d'acquisition, de travaux ou de fonctionnement (fonds structurels ou issus des collectivités, des Agences de l'eau...).

Il participe en outre, aux démarches régionales et locales pour la connaissance et la gestion intégrée du littoral (documents de planification, observatoire du littoral, gestion intégrée, schémas « Grand lac »).

Il pilote la préparation des Conseils de rivages ainsi que la préparation des dossiers de la délégation au Conseil d'administration et en assure la présentation en séance.

Enfin, il représente l'établissement au niveau territorial sur le plan institutionnel auprès des collectivités territoriales, établissements publics et services déconcentrés de l'Etat.

Profil et compétences requises

Poste de catégorie A+, ouvert aux agents fonctionnaires dans le cadre d'un détachement sur contrat de 3 ans renouvelable; aux agents contractuels en CDI bénéficiant déjà du quasi statut de l'environnement et aux candidats non fonctionnaires ne relevant pas du quasi-statut (sous condition de diplôme: article 5 décret 2016-1697).

Ce poste requiert les compétences suivantes :

- Capacités managériales (2 postes en management à distance) et qualités relationnelles
- Connaissances en matière de politiques publiques d'environnement, d'aménagement du territoire et de politique foncière
- Bonne connaissance de l'environnement institutionnel des territoires (services de l'Etat, collectivités, établissements publics...)
- Aisance pour la prise de parole en public et l'animation de réunions
- Aptitudes au travail en équipe et en réseau
- Aptitude au travail nomade (nombreux déplacements sur les territoires lacustres lors de missions de 2 ou 3 jours).
- Très bonne organisation et discipline personnelle pour optimiser le rythme perturbant des alternances bureau/terrain (rencontres d'acteurs, réunions, visites de chantiers, entretien avec les 2 agents délocalisés à Limoges et Moustiers-Sainte-Marie)
- Expérience en matière de négociation et de conduite de projet
- Expérience de plusieurs années en responsabilité d'équipes
- Connaissance et expérience du fonctionnement des collectivités

Le poste nécessite des déplacements fréquents et une disponibilité importante, dans le respect des amplitudes réglementaires et du règlement intérieur relatif au temps de travail de l'établissement.

Lieu d'affectation et date de prise de fonction

Le poste est à pourvoir au 1^{er} mai 2023. Il est localisé au Bourget-du-Lac (73).

Renseignements et dépôts des candidatures

Les dossiers de candidature : CV, lettre de motivation et dernier arrêté de situation administrative pour les fonctionnaires (l'ensemble dans un même fichier PDF) sont à déposer au plus tard le 26 février 2023 sur le site internet du Conservatoire www.conservatoire-du-littoral.fr.

Renseignements sur le poste : (aucune candidature ne doit être envoyée à ces adresses)

Jean-Philippe DESLANDES, actuel délégué Lacs du Conservatoire du littoral : 04 79 60 76 30

Julien PELGE, secrétaire général : 05 46 84 72 93

Emmanuelle TERNY, responsable des ressources humaines : 05 46 84 72 67

Agnès VINCE, directrice : 01 44 63 56 62 (secrétariat)

L'Anses recrute

un Technicien animalier en production avicole (H/F)

Poste basé à Ploufragan (22440)
- Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement, affectation -

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail

L'Anses apporte les repères scientifiques nécessaires pour protéger notre santé contre les risques associés à l'alimentation, l'environnement et le travail, ou qui affectent les animaux et les plantes. Elle étudie, évalue et surveille les risques chimiques, microbiologiques et physiques et aide ainsi les pouvoirs publics à prendre les mesures nécessaires, y compris en cas de crise sanitaire. Agence nationale au service de l'intérêt général, l'Anses relève des ministères chargés de la santé, de l'environnement, de l'agriculture, du travail et de la consommation. Face aux menaces nouvelles liées aux évolutions du climat, des technologies et nos choix de société, elle œuvre chaque jour à mobiliser la science pour un monde plus sûr, plus sain, pour tous.

 **1400**
collaborateurs

 **16**
sites en France

 **9**
laboratoires

Plus d'information sur [notre page recrutement](#).

Vos missions

Les missions sont : l'évaluation de l'influence des conditions d'élevage sur la santé et le bien-être des volailles (volailles de chair et volailles pondeuses) en mettant en place des essais dans des bâtiments dont les conditions sont proches de celles des élevages commerciaux. Ces essais sont conduits en partie dans le cadre des activités de centre européen de référence de l'Union Européenne pour le bien-être des volailles et d'autres petits animaux de ferme.

Rattaché(e) au secteur conventionnel du SELEAC, sous l'autorité du chef du service et en lien étroit avec le chef du secteur conventionnel.

Votre équipe

Composé de 19 agents, le SELEAC est au service des Unités de recherche du Laboratoire de l'Anses de Ploufragan-Plouzané-Niort. Ces Unités conduisent des travaux sur la santé des volailles et des lapins et sur le bien-être des volailles. Le service est le socle expérimental de l'UMT Sanivol et mène également des projets dans son champ de compétences.

En plus du secteur conventionnel, le SELEAC met en place et suit des essais expérimentaux sur les maladies des volailles et des lapins (secteur confiné) et produit des œufs et des volailles Exempts d'Organismes Pathogènes Spécifiés (secteur EOPS).

Vous rejoindrez une équipe 8 personnes.

Date de prise de fonctions :

Dès que possible

Rémunération :

Selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires ou selon statut particulier si fonctionnaire.

Conditions particulières :

- Règles de biosécurité strictes avec douche obligatoire à l'entrée dans les bâtiments et à la sortie en cas de nécessité
- Travail manuel et tâches physiques (manutention – contention – lavage)
- Exposition temporaire à des températures élevées et à des ambiances humides ou chargées en particules, en portant les équipements de protection mis à disposition.
- Environ une demi-journée de garde de week end par mois. Des interventions sont possibles en dehors des tranches horaires habituelles de travail.

Catégorie d'emploi :

Agent contractuel de catégorie 3 ou agent titulaire de catégorie B

Votre quotidien

Implication dans les études

- Préparation et conditionnement des bâtiments
- Nettoyage et désinfection des équipements et installations d'élevage
- Elevage, alimentation et soins aux animaux (volailles de chair et pondeuses)
- Surveillance et interventions diverses (pesées, prélèvements etc)
- Mise en place et suivi des études en collaboration avec le chef de secteur et les responsables d'études en respectant les exigences des protocoles
- Compte-rendu des activités au chef de secteur
- Enregistrement et saisie des données d'essai

Autres activités

- Implication dans la démarche qualité du service.
- Relations avec les autres secteurs du service ou des autres services (maintenance-magasin central, fabrication d'aliment etc) et unités du laboratoire (responsables d'études, techniciens chargés des analyses etc).

Travailler chez nous, c'est :

Contribuer au quotidien à notre collectif et à nos engagements.

Et pouvoir bénéficier :

- D'une politique de développement des compétences dynamique
- De 10 jours de télétravail mensuels (sous conditions)
- De différents avantages (restaurant d'entreprise/tickets restaurant, RTT, offre d'activités via l'association du personnel)

Infos pratiques :

Le poste est basé à Ploufragan (22440)

Accès par le train (2h15 de Paris) et en voiture

Votre profil

Formation et expérience requises :

- Bac à Bac + 2 en production et/ou expérimentation animale
- Expérience ou une spécialisation en aviculture.
- Expérience d'au moins deux ans sur un poste similaire

Compétences :

- Connaissances générales en productions animales hors sol avec une spécialisation en aviculture
- Connaissances en expérimentation animale seraient un plus
- Être à l'aise avec les animaux (volailles de chair et pondeuses)
- Pratique des outils informatiques (Word, Excel, Outlook)
- Bon relationnel et aptitude à travailler en équipe (qualités humaines et savoir être)

Pour postuler :

Contact opérationnel

Alassane KEÏTA (alassane.keita@anses.fr) – 02.96.01.62.03

Adresser au plus tard le 17 février 2023, lettre de motivation + CV en indiquant la **référence 2023-019** à recrutement@anses.fr.

www.anses.fr   

L'Anses recrute, accompagne et valorise les talents **dans leur diversité** pour s'engager au service de la santé publique.

Rejoignez-nous !

L'Anses recrute un Assistant administratif (H/F)

Poste basé à Maisons-Alfort (94700)

- Contrat à durée déterminée de droit public de 36 mois-

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail

L'Anses apporte les repères scientifiques nécessaires pour protéger notre santé contre les risques associés à l'alimentation, l'environnement et le travail, ou qui affectent les animaux et les plantes. Elle étudie, évalue et surveille les risques chimiques, microbiologiques et physiques et aide ainsi les pouvoirs publics à prendre les mesures nécessaires, y compris en cas de crise sanitaire. Agence nationale au service de l'intérêt général, l'Anses relève des ministères chargés de la santé, de l'environnement, de l'agriculture, du travail et de la consommation. Face aux menaces nouvelles liées aux évolutions du climat, des technologies et nos choix de société, elle œuvre chaque jour à mobiliser la science pour un monde plus sûr, plus sain, pour tous.



1400
collaborateurs



16
sites en France



9
laboratoires

Plus d'information sur [notre page recrutement](#).

Vos missions

Rattaché au service des affaires générales (SAG) du site de Maisons-Alfort, vous assurez, auprès du directeur du Laboratoire de Référence de l'Union Européenne (LRUE) sur la Fièvre aphteuse, la gestion et la rédaction des actes administratifs et financiers, de gestion courante, dans le respect des règles et des procédures applicables à un établissement public administratif et aux subventions européennes.

Vous participez aux missions du SAG.

Date de prise de fonctions :

Dès que possible

Rémunération :

Selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires ou selon statut particulier si fonctionnaire.

Catégorie d'emploi :

Agent contractuel de catégorie 3

Votre équipe

Vous travaillerez en étroite collaboration avec l'équipe biologie des Picornavirus (BioPic) de l'unité Mixte de Recherche (UMR) « Virologie » du Laboratoire de Santé Animale.

L'équipe BioPic est en charge des activités relatives aux mandats de Laboratoire National de référence, Laboratoire OIE de référence, Centre de Référence FAO et Laboratoire de Référence de l'Union Européenne (LRUE) pour la fièvre aphteuse.

Dans le cadre de ce dernier mandat elle mène des travaux scientifiques et techniques de laboratoire, anime des réseaux scientifiques constitués par les représentants des laboratoires nationaux de référence (LNR) des différents pays européens, et assure un appui scientifique et technique à la DG Santé. Elle organise des essais inter laboratoires et organise un séminaire annuel pour les LNRs européens.

Votre quotidien

Votre travail comprendra principalement les activités suivantes :

- **Gérer et instruire les dossiers relatifs aux conventions européennes :**
 - élaboration des budgets, suivi financier (éligibilité des dépenses, niveau de consommation des subventions),
 - rédaction des rapports financiers et recueil des pièces administratives
 - interaction avec la cellule convention
- **Organiser les ateliers européens annuels :**
 - organisation de la logistique (réservations, convocation des participants, évènementiel, ...),
 - présentation, diffusion et explication des règles d'éligibilité des dépenses,
 - accueil des participants,
 - collecte et vérification des pièces justificatives de frais de déplacements,
 - réalisation des demandes de paiement.
- Réaliser et suivre les bons de commande de fonctionnement et d'investissement,
- Participer aux actions de communication
- Participer aux actions transversales du SAG

Travailler chez nous, c'est :

Contribuer au quotidien à notre collectif et à nos engagements.

Et pouvoir bénéficier :

- d'une politique de développement des compétences dynamique,
- de 10 jours de télétravail mensuels (sous conditions),
- de différents avantages (restaurant d'entreprise/tickets restaurant, RTT, offre d'activités via l'association du personnel).

Infos pratiques :

Le poste est basé à Maisons-Alfort, accessible par le RER D et le Métro ligne 8

Votre profil

- **Formation et expérience requises :**
 - BAC à BAC+3 souhaité (BTS/licence pro gestion administrative)
 - Expérience souhaitée dans la gestion/suivi des budgets (RH, investissement, fonctionnement)
- **Compétences :**
 - Anglais lu, écrit et parlé de bon niveau
 - Aptitude organisationnelle, rigoureux(se) et dynamique
 - Utilisation des logiciels bureautiques (en particulier EXCEL)
 - Capacités rédactionnelles et prise de notes
 - Travail en équipe
 - Capacité d'adaptation et de réactivité.
 - Aptitudes relationnelles

Pour postuler :

Contact opérationnel :

Catherine LAMBERT, (catherine.lambert@anses.fr)
Labib BAKKALI-KASSIMI, (labib.bakkali-kassimi@anses.fr)

Adresser au plus tard le **17 février 2023**, lettre de motivation + CV en indiquant la référence **2023-018** à recrutement@anses.fr

www.anses.fr   

L'Anses recrute, accompagne et valorise les talents dans leur diversité pour s'engager au service de la santé publique.

Rejoignez-nous !

L'Anses recrute

un/une Chef de projet AMOA en SI (H/F)

Poste basé à Maisons-Alfort (94700)

- Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement, affectation -

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail

L'Anses apporte les repères scientifiques nécessaires pour protéger notre santé contre les risques associés à l'alimentation, l'environnement et le travail, ou qui affectent les animaux et les plantes. Elle étudie, évalue et surveille les risques chimiques, microbiologiques et physiques et aide ainsi les pouvoirs publics à prendre les mesures nécessaires, y compris en cas de crise sanitaire. Agence nationale au service de l'intérêt général, l'Anses relève des ministères chargés de la santé, de l'environnement, de l'agriculture, du travail et de la consommation. Face aux menaces nouvelles liées aux évolutions du climat, des technologies et nos choix de société, elle œuvre chaque jour à mobiliser la science pour un monde plus sûr, plus sain, pour tous.

 **1400**
collaborateurs

 **16**
sites en France

 **9**
laboratoires

Plus d'information sur [notre page recrutement](#).

Vos missions

Sous la responsabilité du chef du SSI-PR (service des systèmes d'information des produits réglementés), le chef de projet AMOA en SI est responsable sur le terrain de l'obtention, à la fin du projet dont il a la charge, d'un résultat optimal et conforme aux attentes de la maîtrise d'ouvrage, en qualité, coût et délai.

Il organise et planifie la réalisation du projet depuis l'étude des besoins des équipes internes de l'Anses dans des domaines très variés liés à la santé publique (potentiellement pour ce poste les médicaments vétérinaires, les biocides, produits phytosanitaires...) jusqu'à la mise en production pour optimiser les performances des métiers des scientifiques et décideurs de l'Agence.

Il assure aussi l'administration fonctionnelle des applications, le support utilisateur, et le suivi des demandes d'évolution et de correction d'anomalies.

Rattaché à la directrice générale déléguée aux produits réglementés, le service des systèmes d'information des produits réglementés (SSI-PR) assure les différentes missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage des systèmes d'information au profit de l'ensemble des entités de l'Anses du pôle des « Produits Réglementés » afin qu'elles disposent de systèmes d'information performants permettant à l'Anses d'atteindre ses objectifs stratégiques. Cela s'inscrit dans un contexte de strict suivi des délais légaux de traitement des dossiers, de leur recevabilité, de leur traçabilité et de gestion d'autorisations à fort impact pour les firmes concernées.

Les activités métiers des produits réglementés couvrent des champs variés et reposent sur des systèmes d'information complexes regroupés dans le concept de « SI-PR » (système d'information des produits réglementés).

Les entités du pôle pour lesquelles le SSI-PR assure l'assistance à maîtrise d'ouvrage sont l'Agence nationale du médicament vétérinaire (ANMV), la Direction de l'évaluation des produits réglementés (DEPR), la Direction des autorisations de mise sur le marché (DAMM).

Date de prise de fonctions :

Dès que possible

Rémunération :

Selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires ou selon statut particulier si fonctionnaire.

Catégorie d'emploi :

Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A+

Votre équipe

Le service des systèmes d'information des produits réglementés est dirigé par un chef de service, qui est assisté d'un chef de service adjoint.

Pour remplir ses missions, le service est constitué de 13 agents répartis sur 2 sites (9 agents à Maisons-Alfort et 4 agents à Fougères), en charge du pilotage des projets et du support applicatif des systèmes d'information des produits réglementés.

Votre quotidien

Assistance à maîtrise d'ouvrage :

- Recueillir les besoins utilisateurs ;
- Réaliser les études de cadrage préalables ;
- Rédiger les cahiers des charges et autres documents d'un marché public (CCTP...) et analyser les offres des prestataires ;
- Valider les livrables documentaires et logiciels ;
- Définir le plan de tests ; organiser et participer à la recette ;
- Contribuer à la conduite du changement, à la formation des utilisateurs et au déploiement.

Conduite du projet sur le terrain :

- Mettre en œuvre les décisions dans le périmètre de responsabilité du Comité de Pilotage Projet
- Assurer le pilotage du projet dans le respect des objectifs attendus, de la qualité requise, des coûts et délais fixés.

Maintenance applicative :

- Assurer l'administration fonctionnelle, la maintenance applicative et le support utilisateur
- Assurer le suivi des demandes d'évolution et de correction d'anomalies.

Travailler chez nous, c'est :

Contribuer au quotidien à notre collectif et à nos engagements.

Et pouvoir bénéficier :

- d'une politique de développement des compétences dynamique,
- de 10 jours de télétravail mensuels (sous conditions),
- de différents avantages (restaurant d'entreprise, RTT, offre d'activités *via* l'association du personnel).

Infos pratiques :

Le poste est basé à Maisons-Alfort

*Métro 8, Ecole vétérinaire de Maisons-Alfort ,
RER D : station Maisons-Alfort Alfortville , Bus
24, 103, 104, 107, 125, 181, Autoroute A4:*

Votre profil

- **Formation et expérience requises :**
 - BAC +5 en informatique (ingénieur ou équivalent)
 - Expérience(s) professionnelle(s) similaire(s) d'au moins 5 ans souhaitée dans un poste équivalent.
 - Expérience en AMOA et en pilotage de projets SI.
 - Une expérience dans le domaine des produits réglementés, pharmaceutiques et ou phytopharmaceutiques, ou des établissements publics dans le domaine de la santé, serait un plus
- **Compétences :**
 - Forte culture scientifique pour comprendre les processus métiers et échanger avec les experts métiers ;
 - Maîtrise des méthodes et outils de gestion de projet ;
 - Facilité à travailler en mode projet et en équipe ;
 - Capacité à organiser la production de livrables dans des délais contraints ;
 - Sens de l'écoute et de la communication, qualités rédactionnelles ;
 - Bon esprit de modélisation, d'analyse et de synthèse ;
 - Connaissance des règles des marchés publics est un plus.

L'Anses recrute, accompagne et valorise les talents dans leur diversité pour s'engager au service de la santé publique.
Rejoignez-nous !

Pour postuler :

- *Contact opérationnel : Hamid AISSAT* hamid.aissat@anses.fr
- Adresser au plus tard **le 17/02/2023**, lettre de motivation + CV en indiquant la **référence 2023-017** à recrutement@anses.fr

www.anses.fr

